

RAPPORT SEMESTRIEL 2014

Le présent rapport financier semestriel est établi conformément au III de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier. Il comprend un rapport semestriel d'activité pour la période allant du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014, les comptes consolidés du Groupe Bureau Veritas au 30 juin 2014, le rapport des commissaires aux comptes et la déclaration des personnes responsables du document.



*Avançons en confiance

Move Forward with Confidence*



**BUREAU
VERITAS**

SOMMAIRE

1. Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2014	2
1.1. Note préliminaire	2
1.2. Faits marquants du premier semestre 2014	2
1.3. Evolution de l'activité et des résultats	3
1.4. Flux de trésorerie et financement	9
1.5. Description des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice	15
1.6. Transactions entre les parties liées	16
1.7. Perspectives	16
1.8. Evènements postérieurs à la clôture	17
2. Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2014	18
2.1. Etats financiers consolidés semestriels	18
2.2. Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés	23
Note 1 : Informations générales	23
Note 2 : Faits marquants du premier semestre 2014	23
Note 3 : Principes et méthodes comptables	24
Note 4 : Saisonnalité	26
Note 5 : Information sectorielle	26
Note 6 : Eléments du résultat opérationnel	27
Note 7 : Impôt sur le résultat	27
Note 8 : Ecarts d'acquisition	28
Note 9 : Acquisitions et cessions	30
Note 10 : Capital souscrit	31
Note 11 : Paiements en actions	32
Note 12 : Passifs financiers	32
Note 13 : Passifs éventuels	34
Note 14 : Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	35
Note 15 : Résultat par action	35
Note 16 : Dividende par action	36
Note 17 : Information complémentaire sur les instruments financiers	37
Note 18 : Transactions avec les parties liées	41
Note 19 : Evénements postérieurs à la clôture	42
Note 20 : Périmètre de consolidation	43
2.3. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2014 (période du 1er janvier au 30 juin 2014)	53
3. Déclaration des personnes responsables du rapport financier semestriel	54

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2014

1.1. NOTE PRELIMINAIRE

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats du Groupe avec les comptes semestriels consolidés du Groupe et les notes annexes aux comptes semestriels consolidés au 30 juin 2014 figurant au Chapitre 2 du présent Rapport financier semestriel au 30 juin 2014, ainsi que les comptes consolidés du Groupe et les notes annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2013, figurant au paragraphe 4.1 du Document de référence 2013.

En application du Règlement (CE) 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les comptes consolidés de Bureau Veritas au titre du premier semestre 2014 et du premier semestre 2013 ont été établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne.

1.2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2014

Au cours du premier semestre 2014 (S1 2014), le Groupe a réalisé des acquisitions, principalement en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. Elles permettent de renforcer l'exposition du groupe aux secteurs du pétrole, de l'offshore, de l'automobile et de l'agroalimentaire :

- Maxxam Analytics (janvier), le leader du secteur des essais, de l'inspection et de la certification au Canada ;
- Jyutaku (avril), une entreprise japonaise, spécialisée dans le contrôle de construction ;
- Quiktrak (avril), une entreprise américaine spécialisée dans les services de vérification de stocks automobiles et de machines agricoles ;
- Andes Control (avril), une société chilienne spécialisée dans les services d'essais et d'analyse chimique portant sur la sécurité alimentaire et environnementale ;
- DTI (juin), le leader de l'inspection des équipements sous-marins et de mise en service des puits utilisés dans les opérations de forage offshore aux Etats-Unis.

Depuis la fin du premier semestre, le Groupe a acquis les deux sociétés suivantes :

- Sistema PRI (juillet), une entreprise brésilienne spécialisée dans l'assistance à la gestion de projets dans les secteurs de la construction, des infrastructures et de l'énergie ;
- Analysts Inc (août), une société américaine spécialisée dans les analyses de lubrifiants.

Le chiffre d'affaires annuel cumulé de l'ensemble de ces acquisitions représente près de 290 millions d'euros, soit plus de 7% du chiffre d'affaires 2013 du Groupe.

1.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS

(millions d'euros)	S1 2014	S1 2013	Variation
Chiffre d'affaires	1 967,4	1 957,5	+0,5%
Achats et charges externes	(553,1)	(560,4)	
Frais de personnel	(1 030,4)	(1 018,0)	
Autres charges	(105,4)	(95,9)	
Résultat opérationnel	278,5	283,1	(1,6)%
Résultat financier	(40,5)	(33,7)	
Quote-part des sociétés mises en équivalence	-	(0,1)	
Résultat avant impôts	238,0	249,3	(4,5)%
Impôts sur les résultats	(77,1)	(73,0)	
Résultat net	160,9	176,3	(8,7)%
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	6,9	6,1	
Résultat net part du groupe	154,0	170,2	(9,5)%

1.3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2014 (S1 2014) s'élève à 1 967,4 millions d'euros, en hausse de 0,5% par rapport au premier semestre 2013 (S1 2013).

- Les acquisitions ont contribué à hauteur de 5,2%. Il s'agit de celles réalisées au S1 2014, soit Maxxam (IVS/Matières Premières/Biens de consommation), Quiktrak et Andes Control (GSIT), DTI (Industrie) et Jyutaku (Construction) ainsi que de la consolidation en année pleine des sociétés acquises en 2013 : Sievert et LVQ-WP (Industrie), KBI et CKM (Construction) et OTI (Matières Premières).
- La croissance organique du S1 2014 est de 1,8%. Elle est de 0,9% au deuxième trimestre, niveau inférieur aux attentes du Groupe, pour les trois raisons suivantes :
 - Le climat économique peu favorable en Europe, et en particulier en France, a pesé plus fortement que prévu sur les activités Industrie (croissance organique au S1 2014 de +3,6%), Inspection & Vérification en Service (+3,5%), Construction (+1,7%) et Certification (-1,0%).
 - La division Matières Premières a enregistré une décroissance organique de 1,3% au S1 2014. Le bon niveau de croissance dans les Produits pétroliers (+8,9%) et les Produits agricoles (+11,7%) a été plus que compensé par une reprise « saisonnière » moins forte que prévue de l'activité du segment Métaux & Minéraux.
 - Les activités de tests de jouets et de textile ont été affectées par l'activité peu soutenue des clients distributeurs américains. La division Biens de consommation enregistre toutefois une croissance organique de 5,4% au S1 2014, tirée par le segment Produit électriques et électroniques (+9,6%) qui a bénéficié de l'essor des technologies sans-fil.

Comme attendu, la division Services aux gouvernements & Commerce international (GSIT) reste en retrait (croissance organique au S1 2014 de -8,4%). La base de comparaison est défavorable du fait de l'arrêt de deux contrats (Angola et Côte d'Ivoire) depuis le S2 2013. L'activité de vérification de conformité est perturbée depuis peu par le conflit iraquiien.

La division Marine enregistre une forte croissance organique de 7,8% sur le semestre, à la fois sur le segment des navires en service et celui des navires en construction.

- Les variations de taux de change ont un impact négatif de 6,5%. La plupart des devises sont en retrait face à l'euro, notamment celles d'Amérique latine (Brésil, Argentine, Colombie, Chili,) et de certains grands pays (Australie, Japon, Canada, Etats-Unis).

1.3.2. RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel s'élève à 278,5 millions d'euros, en baisse de 1,6% par rapport au S1 2013.

1.3.3. RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTÉ

Le résultat opérationnel "ajusté" est défini comme le résultat opérationnel avant prise en compte des produits et charges relatifs aux acquisitions et aux autres éléments jugés comme non récurrents.

(millions d'euros)	S1 2014	S1 2013	Variation
Résultat opérationnel	278,5	283,1	(1,6)%
Amortissement des intangibles	30,2	26,4	
Perte de valeur des <i>goodwill</i>	1,5	-	
Autres charges liées aux acquisitions	0,1	(0,1)	
Cessions et restructurations	(0,3)	3,8	
Résultat opérationnel ajusté	310,0	313,2	(1,0)%

Les autres charges opérationnelles s'élèvent à 31,5 millions d'euros, à comparer à 30,1 millions d'euros au S1 2013, et se décomposent de la façon suivante :

- 30,2 millions d'euros d'amortissement des intangibles, en augmentation par rapport au S1 2013 (26,4 millions d'euros), suite à l'acquisition de Maxxam ;
- 1,5 million d'euros de dépréciation du *goodwill* relatif à l'activité IVS au Portugal.

Au S1 2013, la cession de l'activité infrastructure en Espagne et les restructurations associées avaient engendré 3,5 millions d'euros de charges exceptionnelles.

Le résultat opérationnel ajusté s'élève à 310 millions d'euros, en retrait de 1% par rapport au S1 2013 et en progression de 8% à taux de change constants.

La marge opérationnelle ajustée s'élève à 15,8% au S1 2014, en augmentation de 0,1 point à taux de change constants par rapport au S1 2013. L'impact négatif des taux de change est de 0,3 point.

1.3.4. RESULTAT FINANCIER

(millions d'euros)	S1 2014	S1 2013
Coût de l'endettement financier brut	(38,3)	(30,7)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	0,7	0,6
Coût de l'endettement financier net	(37,6)	(30,1)
Ecarts de change	(0,2)	(1,2)
Coût financier des régimes de retraites	(1,6)	(1,6)
Autres	(1,1)	(0,8)
Résultat financier	(40,5)	(33,7)

La charge financière nette, qui s'élève à 40,5 millions d'euros au premier semestre 2014, est en augmentation par rapport à la même période en 2013 (charge de 33,7 millions d'euros).

La hausse de 6,8 millions d'euros de la charge financière nette provient essentiellement de la hausse du coût de l'endettement financier, suite à l'augmentation de l'endettement pour financer les acquisitions, tandis que le taux d'intérêt moyen de la dette est en baisse.

1.3.5. IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 77,1 millions d'euros au S1 2014, contre 73 millions d'euros au S1 2013. Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, représente 32,4% au S1 2014 contre 29,3% au S1 2013. Le TEI ajusté est de 31,6%.

L'augmentation observée par rapport à l'exercice antérieur est essentiellement due à l'accroissement des impositions exigibles en France.

1.3.6. RESULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net part du Groupe s'élève à 154,0 millions d'euros. Le bénéfice net par action est de 0,35 euro au S1 2014, à comparer à 0,39 euro au S1 2013.

1.3.7. RESULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE

Le résultat net « ajusté » part du Groupe est défini comme le résultat net part du Groupe ajusté des autres charges opérationnelles nettes d'impôt.

Evolution du résultat net ajusté

(millions d'euros)	S1 2014	S1 2013
Résultat net part du Groupe	154,0	170,2
BPA ^(a) (euros par action)	0,35	0,39
Autres charges opérationnelles	31,5	30,1
Effet d'impôt sur les autres charges opérationnelles ^(b)	(8,0)	(7,8)
Résultat net ajusté part du groupe	177,5	192,5
BPA ajusté ^(a) (euros par action)	0,41	0,44

(a) Calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions de 437 061 389 au S1 2014 et de 438 925 614 actions au S1 2013

(b) Calculé sur la base d'un taux d'impôt spécifique pour chaque élément d'ajustement.

Le résultat net part du Groupe ajusté s'élève à 177,5 millions d'euros. Le bénéfice net ajusté par action est de 0,41 euro au S1 2014.

1.3.8. RESULTATS PAR ACTIVITE

Évolution du chiffre d'affaires du premier semestre

(millions d'euros)	2014 ^(a)	2013 ^(b)	Croissance en %			
			totale	organique	périmètre	change
Marine	150,3	145,3	+3,4%	+7,8%	-	(4,4)%
Industrie	458,8	465,6	(1,5)%	+3,6%	+5,0%	(10,1)%
IVS	265,5	226,5	+17,2%	+3,5%	+15,4%	(1,7)%
Construction	213,6	213,3	+0,1%	+1,7%	+1,5%	(3,1)%
Certification	160,4	170,2	(5,8)%	(1,0)%	-	(4,8)%
Matières Premières	330,7	340,8	(3,0)%	(1,3)%	+7,6%	(9,3)%
Biens de consommation	261,9	249,2	+5,1%	+5,4%	+4,4%	(4,7)%
GSIT	126,2	146,6	(13,9)%	(8,4)%	+2,5%	(8,0)%
Total 1er semestre (S1)	1 967,4	1 957,5	+0,5%	+1,8%	+5,2%	(6,5)%

IVS : Inspection & Vérification en Service

GSIT : Services aux gouvernements & Commerce international

(a) Suite à un changement de méthode de consolidation concernant deux entités, pour lesquelles le Groupe a retenu la méthode de la mise en équivalence, le chiffre d'affaires du premier trimestre 2014 a été retraité de -0,4 million d'euros.

(b) Les données 2013 par division ont été retraitées suite au reclassement de l'activité de deux laboratoires d'analyse alimentaire de la division IVS à la division Biens de consommation.

Évolution du résultat opérationnel ajusté du premier semestre

(millions d'euros)	Résultat opérationnel ajusté			Marge opérationnelle ajustée		
	2014	2013 ^(a)	Variation	2014	2013	Variation (points)
Marine	40,2	39,5	+1,8%	26,7%	27,2%	(0,5)
Industrie	67,9	67,9	-	14,8%	14,6%	+0,2
IVS	30,3	23,6	+28,4%	11,4%	10,4%	+1,0
Construction	27,8	25,4	+9,4%	13,0%	11,9%	+1,1
Certification	26,6	30,4	(12,5)%	16,6%	17,9%	(1,3)
Matières Premières	36,9	39,7	(7,1)%	11,2%	11,6%	(0,4)
Biens de consommation	59,9	56,7	+5,6%	22,9%	22,8%	+0,1
GSIT	20,4	30,0	(32,0)%	16,2%	20,5%	(4,3)
Total 1er semestre (S1)	310,0	313,2	(1,0)%	15,8%	16,0%	(0,2)

(a) Les données 2013 par division ont été retraitées suite au reclassement de l'activité de deux laboratoires d'analyse alimentaire de la division IVS à la division Biens de consommation.

Marine

La croissance organique du chiffre d'affaires est de 7,8%.

L'activité navires en service (57% du chiffre d'affaires de la division au S1 2014) a bénéficié de la croissance de 4,5% de la flotte classée par Bureau Veritas. Au 30 juin 2014, elle se compose de 10 688 navires et représente 99,1 millions de tonnes.

Les activités de classification et certification de navires en construction (43% du chiffre d'affaires) sont également en progression. Le carnet de commandes s'élève à 18,2 millions de tonnes (+26% par rapport au 30 juin 2013). Le volume des prises de commandes, se maintient à un niveau élevé de 5,2 millions de tonnes.

La marge opérationnelle ajustée s'élève à 26,7%, à comparer à 27,2% au S1 2013.

Au second semestre, l'activité navires en service devrait continuer de croître, mais sur une base de comparaison plus élevée. La visibilité sur l'activité liée aux nouvelles constructions s'améliore avec un carnet de commande bien rempli. La stratégie d'expansion du Groupe se poursuit, avec comme marchés prioritaires le gaz naturel liquéfié et l'offshore.

Industrie

Le chiffre d'affaires est en progression de 8,6% à taux de change constants, comprenant une croissance organique de 3,6% et une croissance liée aux acquisitions de 5,0% (Sievert, LVQ, Carab Tekniva).

La performance de la division reflète la faiblesse de l'activité dans 4 pays : la France, la Colombie, l'Afrique du Sud et le Kazakhstan qui représentent 20% du chiffre d'affaires et affichent une baisse de 19% à taux de change constants. Les autres zones géographiques sont en croissance de 11%, tirées par les Etats-Unis, l'Asie et le Moyen-Orient.

La marge opérationnelle ajustée est en hausse de 0,2 point à 14,8%, grâce à l'amélioration du mix d'activités.

Au second semestre l'Industrie devrait bénéficier de la reprise des projets retardés au Kazakhstan et en Colombie et du démarrage de nouveaux contrats. Le Groupe renforce sa stratégie commerciale et poursuit son développement sur des nouveaux segments de marché comme le gaz de schiste, les activités de forage et le rail.

Inspection & Vérification en Service (IVS)

Le chiffre d'affaires est en progression de 18,9% à taux de change constants, comprenant une croissance organique de 3,5% et une croissance liée aux acquisitions de 15,4%, provenant des activités d'analyse environnementale de Maxxam.

La croissance est forte au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Asie. Elle s'est améliorée aux Etats-Unis au second trimestre, après un hiver très rigoureux.

Ces zones en croissance compensent la faiblesse de l'activité en Europe (72% du chiffre d'affaires de la division au S1 2014).

La marge opérationnelle ajustée est en hausse de 1 point à 11,4%, grâce aux initiatives de lean management déployées en France.

Sur le reste de l'exercice 2014, le développement va se poursuivre dans les zones à forte croissance comme l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Asie.

Construction

Le chiffre d'affaires est en progression de 3,2% à taux de change constants, comprenant une croissance organique de 1,7% et une croissance liée aux acquisitions réalisées en Asie de 1,5%.

L'activité en Europe et notamment en France (51% du chiffre d'affaires) est encore en retrait. Le Groupe affiche une croissance à deux chiffres de l'activité en Chine et au Moyen-Orient.

Le Groupe a rencontré des succès commerciaux dans les zones à forte croissance, avec un contrat de supervision de la construction d'une ligne de métro à Singapour et la vérification tierce partie de la construction du métro de Riyad.

La marge opérationnelle est en progression de 1,1 point à 13,0%, grâce à l'amélioration du mix géographique et à la mise en place du lean management en France.

Pour le reste de l'exercice 2014, le Groupe n'anticipe pas d'amélioration en France. La croissance proviendra des pays à forte croissance, notamment la Chine et le Brésil (acquisition de Sistema PRI) et du démarrage des nouveaux contrats à Singapour et à Riyad.

Certification

Le chiffre d'affaires est en retrait de 1,0% à taux de change constants.

La division est impactée par la fin des certificats carbone liés au protocole de Kyoto. L'activité liée aux schémas conventionnels QHSE est stable. Elle est très dynamique pour les services liés à la chaîne d'approvisionnement des secteurs automobile et aéronautique, et pour les audits de seconde partie.

La baisse de la marge opérationnelle ajustée de 1,3 point à 16,6% provient de la fin des certificats carbone.

Sur le reste de l'exercice 2014, la division devrait bénéficier du début d'un cycle de re-certification lié aux schémas conventionnels QHSE et de la poursuite de l'expansion sur des nouveaux marchés (nucléaire, filière bois, appareils médicaux).

Matières Premières

Le chiffre d'affaires est en progression de 6,3% à taux de change constants, comprenant une décroissance organique de 1,3% et une croissance liée aux acquisitions de 7,6%, provenant des activités pétrole de Maxxam et d'OTI au Canada.

Le segment Produits Pétroliers & Pétrochimiques (48% du chiffre d'affaires de la division au S1 2014) est en forte progression en Asie. Le segment Agriculture (10% du chiffre d'affaires) a bénéficié de l'expansion au Canada et du rebond de l'activité en Europe de l'est.

La reprise « saisonnière » de l'activité du segment Métaux & Minéraux (31% du chiffre d'affaires) a été inférieure aux attentes.

Le segment Charbon (11% du chiffre d'affaires) a souffert du ralentissement en Australie et des mouvements de grève ayant touché le secteur en Afrique du Sud.

La baisse de la marge opérationnelle de 0,4 point à 11,2% provient du segment Métaux & Minéraux.

La visibilité sur le redressement des Métaux & Minéraux est encore limitée. La croissance du segment Produits Pétroliers & Pétrochimiques proviendra des nouveaux services (contrôle des combustibles marins, pétrole de schiste) et de l'essor des activités de Maxxam sur les sables bitumineux.

Biens de consommation

Le chiffre d'affaires est en progression de 9,8% à taux de change constants, comprenant une croissance organique de 5,4% et une croissance liée aux acquisitions de 4,4%, provenant des activités d'analyse alimentaire et d'ADN de Maxxam au Canada.

Les tests sur les Jouets et le Textile ont été affectés par l'activité peu soutenue des clients distributeurs américains.

La croissance a été forte dans les activités liées technologies sans-fil /mobiles au sein du segment Produits Electriques & Electroniques, ainsi que pour les audits et les inspections en Chine et en Asie du sud.

Les activités d'analyse alimentaire ont été également dynamiques.

La marge opérationnelle ajustée est en légère progression à 22,9%.

Au second semestre 2014, la division devrait bénéficier de nouveaux programmes dans le Textile ainsi des initiatives de croissance dans le Smartworld, l'automobile, les accessoires téléphoniques et l'alimentaire.

Services aux gouvernements & Commerce international (GSIT)

Le chiffre d'affaires est en baisse de 5,9% à taux de change constants, comprenant une décroissance organique de 8,4% et une croissance liée aux acquisitions de 2,5% provenant de Quiktrak.

La base de comparaison est défavorable du fait de l'arrêt de deux contrats d'inspection avant expédition (Angola et Côte d'Ivoire) depuis le S2 2013. Des nouveaux contrats de guichet unique sont en cours de déploiement au Togo et en Arménie, ainsi que des programmes de vérification de conformité en Côte d'Ivoire et au Ghana. La diversification dans l'Automobile constitue également un relai de croissance, avec la reprise du marché européen et l'expansion de Quiktrak en Amérique du Nord.

Le repli de la marge opérationnelle ajustée de 4,3 points à 16,2% provient de la réduction des volumes des contrats d'inspection avant expédition.

Au second semestre 2014, la division devrait bénéficier d'une base de comparaison plus favorable et du démarrage de nouveaux contrats. L'activité de vérification de conformité pourrait être perturbée par le conflit iraquiien.

1.4. FLUX DE TRESORERIE ET FINANCEMENT

1.4.1. FLUX DE TRESORERIE

(en millions d'euros)	S1 2014	S1 2013
Résultat avant impôts	238,0	249,3
Elimination des flux des opérations de financement et d'investissement	37,7	31,4
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie	11,3	2,4
Amortissements et dépréciations	86,2	73,8
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(95,0)	(71,1)
Impôts payés	(102,1)	(64,3)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	176,1	221,5
Acquisitions de filiales	(477,9)	(60,2)
Cessions de filiales	-	4,3
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(64,4)	(71,8)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1,2	4,7
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(9,0)	(8,8)
Cessions d'actifs financiers non courants	3,3	4,1
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(546,8)	(127,7)
Augmentation de capital	2,2	1,3
Acquisition / cession d'actions propres	(25,3)	(57,1)
Dividendes versés	(213,6)	(207,6)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières	693,5	258,8
Remboursement des emprunts et autres dettes financières	(52,1)	(102,5)
Intérêts payés	(41,7)	(42,9)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	363,0	(150,0)
Incidence des écarts de change	(3,7)	0,8
Incidence des changements de méthode	(0,8)	-
Variation de la trésorerie nette	(12,2)	(55,4)
Trésorerie nette au début de la période	157,7	234,8
Trésorerie nette à la fin de la période	145,5	179,4
Dont disponibilités et équivalent de trésorerie	176,8	226,1
Dont concours bancaires courants	(31,3)	(46,7)

Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles du Groupe

Les flux de trésorerie avant variation du besoin en fonds de roulement (BFR) et impôts décaissés se sont élevés à 373,2 millions d'euros au S1 2014 en progression de 4,6% par rapport au S1 2013 (356,9 millions d'euros).

La baisse des flux de trésorerie générés par l'activité (cash-flow opérationnel) à 176,1 millions au S1 2014, à comparer à 221,5 millions d'euros au S1 2013, provient de l'augmentation du besoin en fonds de roulement et de la hausse des impôts décaissés.

- Au 30 juin 2014, le BFR s'élève à 453,8 millions d'euros, soit 11,1% du chiffre d'affaires des 12 derniers mois y compris les entités acquises, à comparer à 361,3 millions d'euros au 30 juin 2013. La détérioration provient principalement des sociétés acquises, des effets de changes et d'éléments de timing défavorables.
- La hausse des impôts décaissés de 37,8 millions d'euros est la conséquence de l'augmentation de l'imposition en France et du décalage des échéances de paiement et de restitution.

(millions d'euros)	S1 2014	S1 2013
Flux net de trésorerie généré par l'activité	176,1	221,5
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(64,4)	(71,8)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1,2	4,7
Intérêts payés	(41,7)	(42,9)
Cash-flow libre	71,2	111,5

Le cash-flow libre (flux net de trésorerie disponible après impôts, intérêts financiers et CAPEX) s'est élevé à 71,2 millions d'euros au S1 2014, à comparer à 111,5 millions d'euros au S1 2013.

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

De manière générale, les activités d'inspection et de certification de Bureau Veritas sont des activités de services peu intensives en capital alors que les activités d'analyses et de tests en laboratoires requièrent des investissements. Ces dernières concernent les divisions Biens de consommation et Matières Premières ainsi que certaines activités d'inspection de marchandises aux frontières, par Scanners (division GSIT).

Le montant total des investissements d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des cessions réalisés par le Groupe est de 63,2 millions d'euros au S1 2014. Le taux d'investissement s'élève à 3,2% du chiffre d'affaires, soit un niveau un peu inférieur à 2013.

Intérêts payés

Les intérêts payés sont en légère baisse à 41,7 millions d'euros, en raison de la baisse des taux d'intérêt. Ils ne comprennent pas d'intérêt au titre de l'obligation émise en janvier 2014 car le premier paiement interviendra en janvier 2015.

Acquisitions de sociétés

Une description des principales acquisitions réalisées au cours du semestre est présentée au paragraphe 1.2. Faits marquants du premier semestre 2014.

(millions d'euros)	S1 2014	S1 2013
Prix des activités acquises	(493,2)	(49,8)
Trésorerie des sociétés acquises	18,4	4,6
Complément de prix restant à payer au 30 juin au titre des acquisitions de l'année	5,4	3,5
Décaissements sur acquisitions antérieures	(7,1)	(16,5)
Impact sur la trésorerie des activités acquises	(476,5)	(58,2)
Frais d'acquisition	(1,4)	(2,0)
Acquisition de filiales	(477,9)	(60,2)

Après consolidation de la dette des sociétés acquises (2,0 millions d'euros), l'impact financier des acquisitions représente 479,9 millions d'euros.

Trésorerie nette provenant des activités de financement du Groupe

Opérations sur le capital (augmentation, réduction et achat d'actions propres)

Au S1 2014, pour servir les plans de stock-options et d'actions de performance, la Société a réalisé des rachats d'action nets des augmentations de capital pour un montant de 23,1 millions d'euros.

Dividendes

Au S1 2014, le poste « dividendes versés » se compose principalement du dividende versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2013 pour un montant de 209,5 millions d'euros (dividende unitaire de 0,48 euro).

Dettes financières

Le flux net de trésorerie lié aux emprunts et autres dettes financières s'élève à 641,4 millions d'euros au S1 2014, pour financer les acquisitions.

1.4.2. FINANCEMENT

Sources de financement du Groupe

Au 30 juin 2014, l'endettement brut du Groupe s'élève à 2 156,1 millions d'euros et se compose :

- de financements non bancaires :
 - le *US Private Placement* 2008 (273,4 millions d'euros) ;
 - le *US Private Placement* 2010 (184,1 millions d'euros) ;
 - le *US Private Placement* 2011 & 2014 (146,4 millions d'euros) ;
 - le *US Private Placement* 2013 (54,9 millions d'euros) ;
 - les différentes tranches de l'emprunt de type *Schuldschein-SSD* (193 millions d'euros) ;
 - les deux émissions obligataires (1 milliard d'euros) ; et
 - l'émission de billets de trésorerie (160 millions d'euros)
- et de financements bancaires :
 - l'Emprunt Syndiqué 2012 (80 millions d'euros) ;
 - les autres emprunts bancaires et intérêts courus (32,9 millions d'euros) ; et
 - les concours bancaires (31,3 millions d'euros).

L'évolution de l'endettement brut du Groupe se présente de la manière suivante :

(millions d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (plus d'un an)	1 933,3	1 407,1
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (moins d'un an)	191,5	71,3
Concours bancaires	31,3	32,9
Endettement brut total	2 156,1	1 511,3

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie et de l'endettement net du Groupe :

(millions d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Valeurs mobilières et créances assimilées	8,6	11,2
Disponibilités	168,2	179,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	176,8	190,6
Endettement brut total	2 156,1	1 511,3
Endettement net total	1 979,3	1 320,7

La dette financière nette ajustée (dette financière nette après instruments de couverture de devises telle que définie dans le calcul des covenants bancaires) s'élève à 1 985,5 millions d'euros au 30 juin 2014 à comparer à 1 328,4 millions d'euros au 31 décembre 2013.

La diminution des disponibilités du Groupe est le reflet d'une meilleure centralisation, au niveau de la Société, des montants de trésorerie disponibles répartis dans les filiales, et de l'évolution favorable de la réglementation dans certains pays, notamment en Chine. Le solde au 30 juin 2014 est constitué à plus de 73% de disponibilités situées dans 65 pays où la mise en place de prêts ou de comptes courants financiers est difficile ou impossible (cas par exemple du Brésil, de la Corée du Sud ou encore de l'Inde). Dans ces pays, les disponibilités sont rapatriées à l'occasion du règlement des dividendes ou lors du règlement des montants dus dans le cadre des accords de franchise internes au Groupe.

Ratios financiers

La plupart des financements du Groupe, à l'exception principalement des Emissions Obligataires et du programme de billets de trésorerie, sont soumis au respect de certains engagements et au respect des ratios financiers suivants :

- le Interest Cover Ratio, défini comme l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise sur les charges financières nettes du Groupe ; et
- le Leverage Ratio, défini comme le rapport de la dette nette consolidée sur l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise.

Au 30 juin 2014, tous les engagements et ratios financiers sont respectés.

Principales caractéristiques des financements

US Private Placement 2008

Le Groupe a mis en place le 16 juillet 2008 un placement privé aux États-Unis (USPP 2008) d'un montant de 266,0 millions de dollars américains et de 63,0 millions de livres sterling. Les caractéristiques de ce contrat de financement (« USPP 2008 ») sont les suivantes :

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Juillet 2018	142,2	GBP & USD	<i>In fine</i>	Fixe
Juillet 2020	131,2	GBP & USD	<i>In fine</i>	Fixe

Cette émission a été réalisée sous la forme de quatre senior notes remboursables *in fine*. Le Placement Privé 2008 est tiré à 100% pour un montant de 273,4 millions d'euros.

US Private Placement 2010

Le Groupe a confirmé l'utilisation d'une ligne de financement multidevises auprès d'un institutionnel américain en juin 2010 consécutivement à l'acquisition de la société Inspectorate. Les caractéristiques de ce contrat de financement (« USPP 2010 ») sont les suivantes :

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Juillet 2019	184,1	EUR	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2014, l'US Private Placement 2010 est tiré à 100% pour un montant de 184,1 millions d'euros.

US Private Placement 2011 & 2014

Le Groupe a mis en place en octobre 2011 et pour une durée de 3 ans une ligne de financement non confirmée et multidevises à hauteur de 200 millions de dollars américains auprès d'un investisseur.

Le Groupe a confirmé l'utilisation d'une partie de la ligne pour un montant de 100 millions de dollars américains en 2011. Le reste de la ligne, soit 100 millions de dollars américains a été utilisé en mai 2014 pour une durée de 8 ans.

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Octobre 2021	73,2	USD	<i>In fine</i>	Fixe
Mai 2022	73,2	USD	<i>In fine</i>	Variable

US Private Placement 2013

Le Groupe a mis en place en octobre 2013 et pour une durée de 3 ans une ligne de financement non confirmée et multidevises à hauteur de 150 millions de dollars américains auprès d'un investisseur.

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Octobre 2020	54,9	USD	<i>In fine</i>	Variable

Au 30 juin 2014, l'US Private Placement 2013 est tiré à 50% pour un montant de 75 millions de dollars.

Schuldschein SSD

Le Groupe a mis en place en 2011 et 2012 des placements privés de type Schuldschein, en plusieurs tranches, sur le marché allemand, pour un montant total de 193 millions d'euros remboursable *in fine*. Les marges du SSD varient en fonction de la durée des emprunts.

Emissions obligataires non notées

Le Groupe a réalisé sur le premier semestre 2014, une deuxième émission obligataire d'un montant de 500 millions d'euros à échéance janvier 2021 (maturité 7 ans) avec un coupon à taux fixe de 3,125%.

La première émission avait été réalisée en mai 2012, pour un montant de 500 millions d'euros à échéance 24 mai 2017 (maturité 5 ans) avec un coupon à taux fixe de 3,75%.

Billets de Trésorerie

Le Groupe a mis en place un programme de billets de trésorerie afin d'optimiser sa gestion de trésorerie court terme quand cela est possible et de limiter le recours aux autres financements. Les maturités des billets de trésorerie sont inférieures à un an. Le plafond de ce programme, fixé à 300 millions d'euros à sa création a été porté à 450 millions d'euros le 18 juillet 2014.

Au 30 juin 2014, l'encours du programme est de 160 millions d'euros.

L'Emprunt Syndiqué 2012

Le 27 juillet 2012, le Groupe a mis en place un nouveau crédit syndiqué revolving d'un montant de 450 millions d'euros pour une durée de cinq ans. Au cours du premier semestre, le contrat a été amendé pour allonger sa maturité à avril 2019.

Au 30 juin 2014, l'Emprunt Syndiqué 2012 a été tiré à hauteur de 80 millions d'euros.

Engagements donnés

Les engagements hors-bilan peuvent comprendre les ajustements et compléments de prix d'acquisition, les engagements au titre des locations simples et les garanties et cautions octroyées.

Garanties et cautions octroyées

Les garanties et cautions octroyées au 30 juin 2014 et sur l'exercice 2013 sont résumées ci-dessous :

(millions d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
A moins d'un an	148,5	111,7
Entre 1 et 5 ans	105,6	92,1
A plus de 5 ans	63,0	66,1
Total	317,1	269,9

Les engagements donnés incluent des garanties et cautions de type garanties bancaires et garanties parentales :

- garanties bancaires : il s'agit essentiellement de garanties de marché telles que des garanties de soumission (« bid bond ») ainsi que de garanties de bonne exécution (« performance bond »). Les garanties de soumission permettent au bénéficiaire de se prémunir en cas de retrait de l'offre commerciale, de refus de signature de contrat ou de non apport des garanties demandées. Les garanties de bonne exécution garantissent à l'acheteur que le Groupe exécutera comme convenu les obligations contractuelles. Elles sont habituellement émises en pourcentages (de l'ordre de 10 %) de la valeur du contrat ; et
- garanties parentales : elles concernent essentiellement des garanties de marché qui garantissent au client que le Groupe exécutera l'intégralité de ses obligations contractuelles.

Au 30 juin 2014, la répartition des garanties et cautions octroyées est la suivante :

(millions d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Garanties bancaires	149,5	114,3
Garanties parentales	167,6	155,6
Total	317,1	269,9

Ajustements et compléments de prix d'acquisition

Au 30 juin 2014, il n'existe aucun engagement hors-bilan significatif lié à la croissance externe (ajustements et compléments de prix d'acquisition).

Sources de financement attendues pour les investissements futurs

Le Groupe prévoit que ses besoins de financement opérationnels seront totalement couverts par ses flux de trésorerie d'exploitation.

Au 30 juin 2014, pour le financement de sa croissance externe, le Groupe dispose des ressources provenant :

- des flux de trésorerie disponibles après impôts, frais financiers et dividendes ;
- de sa trésorerie disponible ;
- des 264,9 millions d'euros disponibles sur ses lignes de financement :
 - 210 millions d'euros sur l'Emprunt Syndiqué 2012 (montant disponible de 370,0 millions d'euros sur l'Emprunt Syndiqué 2012 diminué des montants levés (160,0 millions d'euros) sur le programme des Billets de trésorerie),
 - 54,9 millions d'euros (75,0 millions d'USD) sur l'*US Private Placement* 2013, étant précisé que l'utilisation de ce montant reste soumise à l'accord préalable de l'investisseur.

La disponibilité de ces sources de financements, à l'exception des billets de trésorerie, est soumise au respect des ratios financiers de la Société, à savoir le Leverage Ratio et l'Interest Cover Ratio définis ci-avant.

1.5. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS RESTANT DE L'EXERCICE

Les lecteurs sont invités à se référer au Document de référence 2013 de la société déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 28 mars 2014 sous le numéro D.14-0231 (paragraphe 1.12. Facteurs de risques). Y sont notamment décrits les facteurs de risques, les assurances et les couvertures des risques ainsi que la méthode de provisionnement des risques et litiges.

L'évolution des risques financiers et de marché sur le semestre sont détaillés dans l'annexe aux états financiers consolidés semestriels à la note 17 présentée au chapitre 2 – Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2014 du présent Rapport financier semestriel.

A l'exception de ces points, il n'est pas anticipé de risques ou incertitudes autres que ceux présentés dans ce document.

Procédures, enquêtes gouvernementales, administratives, judiciaires et d'arbitrage

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe est impliqué au titre de certaines de ses activités dans un nombre important de procédures judiciaires visant en particulier à mettre en cause sa responsabilité civile professionnelle à la suite de prestations de services fournies. Bien que le Groupe porte une grande attention à la maîtrise des risques et à la qualité des prestations réalisées, certaines peuvent donner lieu à des réclamations et aboutir à des condamnations pécuniaires.

Les charges pouvant résulter de ces litiges font l'objet de provisions. Le montant comptabilisé en provisions est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Les coûts que le Groupe peut être amené à engager peuvent excéder les montants des provisions pour litiges du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges. A la date du présent document le Groupe est impliqué dans les principales procédures suivantes :

Contentieux relatif à la construction d'un complexe hôtelier et commercial en Turquie

Bureau Veritas Gozetim Hizmetleri Ltd Sirketi (BVG) et la société turque Aymet sont parties devant le Tribunal de Commerce d'Ankara dans un contentieux relatif à la construction d'un complexe hôtelier et commercial pour lequel les parties ont conclu un contrat en 2003. En 2008, la société Aymet a entamé une procédure réclamant plus de 63 millions de dollars US de dommages à BVG pour de prétendus manquements dans la réalisation de sa mission d'inspection et de supervision du projet.

Les documents portés à la connaissance du Tribunal par BVG et par la Banque Aareal, qui a accordé un financement au titre du projet et qui elle-même a été assignée par Aymet concernant ce même projet, de même que la consultation juridique d'un éminent Professeur de droit Turc, confortent la position de la Société selon laquelle les demandes de la société Aymet sont sans fondement juridique et contractuel solide. En janvier et juillet 2009, les experts nommés par le juge ont déposé deux rapports défavorables à BVG, suivis en mars 2014, d'un troisième rapport d'expert encore défavorable à BVG.

BVG conteste tant le principe de la demande initiale ainsi que l'évaluation du préjudice (notamment les prétendus dommages de pertes d'exploitation du projet sur une période totale de 10 ans).

En termes de procédure, le troisième rapport des experts, ainsi que les deux rapports précédents, n'ont pas tenu compte des pièces versées au dossier par BVG et par la Banque Aareal et n'ont pas répondu aux questions juridiques et contractuelles permettant d'établir la responsabilité éventuelle de BVG. BVG a déposé des conclusions qui ont amené le juge à demander aux experts de réexaminer le dossier et émettre un nouveau et quatrième rapport.

En l'état actuel de la procédure, l'issue de ce litige est incertaine.

Contentieux relatif à l'accident d'un avion de la compagnie Gabon Express

A la suite de l'accident d'un avion de la compagnie Gabon Express survenu à Libreville le 8 juin 2004 et ayant causé le décès de 19 passagers et membres d'équipage, et 11 blessés, l'administrateur général de l'époque de la société Bureau Veritas Gabon SAU (« BV Gabon »), filiale de la Société, est poursuivi pour complicité d'homicides et blessures involontaires. La société BV Gabon est recherchée en responsabilité civile devant les juridictions gabonaises.

A ce jour, aucune réclamation chiffrée n'a été formulée devant un tribunal et les répartitions de responsabilité ne sont toujours pas connues. La procédure au fond n'a toujours pas commencé du fait de difficultés procédurales. Notamment, la Cour de Cassation de Libreville a rendu le 18 juin 2013, un arrêt déclarant que les pourvois de Bureau Veritas Gabon et de son ancien Administrateur Général ne sont pas recevables. Ces pourvois étaient formés contre la décision de la Cour d'Appel de Libreville, du 21 juillet 2011 et avaient notamment pour objet de soulever des vices de procédure, demander la citation des assureurs et courtiers de Gabon Express et la mise à disposition de documents saisis en 2004.

Bureau Veritas Gabon a déposé en septembre 2013, auprès de la Cour de Cassation de Libreville, un recours en rétractation de l'arrêt du 18 juin 2013.

A ce jour, ce recours n'a pas encore été jugé.

Sur la base des couvertures d'assurance disponibles, et en l'état des informations connues à ce jour, la Société considère, après prise en compte des avis de ses avocats, que ce sinistre n'aura pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

1.6. TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES

Les lecteurs sont invités à se référer à la note 18 – Transactions avec les parties liées présentée dans le chapitre 2 - Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2014 du présent Rapport financier semestriel.

1.7. PERSPECTIVES

Le Groupe anticipe une amélioration de la croissance organique au second semestre, avec une base de comparaison plus favorable, le démarrage de nouveaux contrats, la reprise de certains contrats et ce, malgré une économie ralentie en Europe et une reprise dans les Métaux & Minéraux qui se fait attendre. Pour l'année 2014, la croissance du chiffre d'affaires à taux de change constants, devrait être supérieure à 9%, avec une forte contribution des acquisitions. A ce jour, nous avons réalisé 7 acquisitions, représentant près de 290 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel. La profitabilité devrait continuer à progresser, à taux de change constants.

Le Groupe confirme son objectif de réaliser une croissance du chiffre d'affaires de plus de 9% par an, en moyenne, à taux de change constants, sur la période 2012-2015, mais avec un mix différent de celui initialement anticipé :

- la croissance organique moyenne serait inférieure à 6% par an en raison de la faiblesse des marchés miniers et de la conjoncture européenne ;
- la croissance externe moyenne serait supérieure à 4% par an compte tenu des acquisitions déjà réalisées et du pipeline existant.

Le Groupe pourrait réaliser son objectif d'une progression de 100 points de base de la marge opérationnelle ajustée en 2015 par rapport à 2011. Toutefois, il a été décidé ces derniers mois d'investir une partie des gains de profitabilité, obtenus notamment grâce aux programmes Excellence@BV, dans de nouvelles initiatives commerciales destinées à accélérer la croissance organique future. En conséquence, la marge opérationnelle ajustée devrait s'établir en 2015 autour de 17%.

Dans ce contexte, la croissance moyenne du résultat net ajusté par action devrait s'établir sur la période 2012-2015 entre 5% et 7% par an, compte tenu notamment de l'augmentation du taux d'impôt et des effets de change défavorables.

1.8. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

1.8.1. ATTRIBUTION D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS ET D'ACTIONS DE PERFORMANCE

Le Conseil d'Administration, réuni le 16 juillet 2014, a ainsi décidé d'attribuer des options d'achat d'actions et des actions de performance à 569 collaborateurs du Groupe dont le Directeur Général, correspondant à un total de 2 552 800 actions (1 291 600 actions de performance et 1 261 200 options d'achat d'action) soit environ 0,58% du capital social.

Le prix d'achat des options a été fixé à 20,28 euros correspondant à la moyenne sans rabais des premiers cours cotés aux 20 dernières séances de bourse précédant la date d'attribution.

Les options d'achat d'action et les actions de performance attribuées sont soumises à plusieurs conditions de performance et de présence.

1.8.2. ACQUISITIONS

Bureau Veritas a finalisé, au début du troisième trimestre 2014, l'acquisition de deux sociétés :

- Sistema PRI (juillet), une entreprise brésilienne spécialisée dans l'assistance à la gestion de projets dans les secteurs de la construction, des infrastructures et de l'énergie ;
- Analysts Inc. (août), une société américaine spécialisée dans les analyses de lubrifiants.

2. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2014

2.1. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS

Compte de résultat consolidé semestriel

<i>(millions d'euros sauf les résultats par action)</i>	<i>Note</i>	juin 2014	juin 2013
Chiffre d'affaires	5	1 967,4	1 957,5
Achats et charges externes	6	(553,1)	(560,4)
Frais de personnel	6	(1 030,4)	(1 018,0)
Impôts et taxes		(27,4)	(25,3)
(Dotations) / reprises de provisions	6	0,3	(5,5)
Dotations aux amortissements		(84,7)	(73,8)
Autres produits et charges d'exploitation	6	6,4	8,7
Résultat opérationnel	5	278,5	283,1
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		0,7	0,6
Coût de l'endettement financier brut		(38,3)	(30,7)
Coût de l'endettement financier net		(37,6)	(30,1)
Autres produits et charges financiers		(2,9)	(3,6)
Résultat financier		(40,5)	(33,7)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-	(0,1)
Résultat avant impôts		238,0	249,3
Charge d'impôt	7	(77,1)	(73,0)
Résultat net		160,9	176,3
<i>revenant:</i>			
<i>aux actionnaires de la société</i>		154,0	170,2
<i>aux participations ne donnant pas le contrôle</i>		6,9	6,1
Résultat par action (en euros)	15	0,35	0,39
Résultat dilué par action (en euros)	15	0,35	0,38

Les notes en pages 23 à 52 font partie intégrante des états financiers résumés.

Résultat global consolidé semestriel

(millions d'euros)	juin 2014	juin 2013
Résultat net	160,9	176,3
Autres éléments du résultat global		
Elements recyclables en résultat		
Ecarts de conversion ⁽¹⁾	21,4	(98,9)
Couvertures de flux de trésorerie ⁽²⁾	2,4	(2,5)
Effet d'impôt sur les éléments recyclables en résultat	(0,9)	0,9
Total des éléments recyclables en résultat	22,9	(100,5)
Elements non recyclables en résultat		
Gains / (pertes) actuariels ⁽³⁾	(5,8)	2,3
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables en résultat	2,2	(0,8)
Total des éléments non recyclables en résultat	(3,6)	1,5
Total des autres éléments du résultat global (après impôt)	19,3	(99,0)
Résultat global	180,2	77,3
<i>revenant:</i>		
aux actionnaires de la société	172,9	71,3
aux participations ne donnant pas le contrôle	7,3	6,0

(1) Ecarts de conversion : ce poste comprend l'écart de change sur les investissements nets à l'étranger pour un montant de (0,9) million d'euros, ainsi que l'impact de la conversion des états financiers des filiales ayant une monnaie fonctionnelle différente de l'euro.

(2) La variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie résulte de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés éligibles à la comptabilité de couverture.

(3) Gains et pertes actuariels : Ces écarts actuariels correspondent à l'incidence du changement des hypothèses d'évaluation (taux d'actualisation de l'obligation, taux d'augmentation des salaires, taux d'augmentation des retraites et rendement attendu des actifs du régime) de l'obligation relative au régime à prestations définies.

Les notes en pages 23 à 52 font partie intégrante des états financiers résumés.

Etat de la situation financière consolidée semestrielle

(millions d'euros)	Note	juin 2014	déc 2013
Ecarts d'acquisition	8	1 663,1	1 412,1
Immobilisations incorporelles		607,1	374,5
Immobilisations corporelles		443,9	401,3
Participations mises en équivalence		2,6	0,8
Impôts différés actifs		129,0	122,2
Titres de participation non consolidés		1,3	1,2
Autres actifs financiers non courants		52,1	44,3
Total actif non courant		2 899,1	2 356,4
Clients et autres débiteurs		1 261,3	1 122,5
Impôt sur le résultat - actif		50,9	40,7
Actifs financiers courants		5,4	6,3
Instruments financiers dérivés		0,5	0,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie		176,8	190,6
Total actif courant		1 494,9	1 360,7
Actifs destinés à être cédés		-	-
TOTAL ACTIF		4 394,0	3 717,1
Capital		53,1	53,0
Réserves et résultat consolidés		855,2	903,1
Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société		908,3	956,1
Participations ne donnant pas le contrôle		29,2	26,0
Total capitaux propres		937,5	982,1
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	12	1 933,3	1 407,1
Instruments financiers dérivés		21,2	22,5
Autres passifs financiers non courants		1,7	1,8
Impôts différés passifs		150,3	85,8
Avantages au personnel à long terme		138,3	125,6
Provisions pour risques et charges		64,5	71,4
Total passif non courant		2 309,3	1 714,2
Dettes fournisseurs et autres créiteurs		807,5	787,9
Impôt sur le résultat exigible		72,7	80,9
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	12	222,8	104,2
Instruments financiers dérivés		2,2	5,6
Autres passifs financiers courants		42,0	42,2
Total passif courant		1 147,2	1 020,8
Passifs destinés à être cédés		-	-
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		4 394,0	3 717,1

Les notes en pages 23 à 52 font partie intégrante des états financiers résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés semestriels

(millions d'euros)	Capital	Primes	Réserve de conversion	Autres réserves	Total capitaux propres	Revenant aux actionnaires de la Société	Revenant aux participations ne donnant pas le contrôle
31 décembre 2012	13,3	115,3	83,9	955,3	1 167,8	1 144,5	23,3
Augmentation de capital	39,8	(39,8)	-	-	-	-	-
Levées de stock-options	0,0	1,3	-	-	1,3	1,3	-
Juste valeur des stock-options	-	-	-	10,3	10,3	10,3	-
Dividendes versés	-	-	-	(207,5)	(207,5)	(200,4)	(7,1)
Transactions sur actions propres	-	(0,1)	-	(57,0)	(57,1)	(57,1)	-
Rachat de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(0,3)	(0,3)	(0,4)	0,1
Entrées de périmètre	-	-	-	0,6	0,6	-	0,6
Autres mouvements	-	-	-	(0,2)	(0,2)	(0,4)	0,2
Total des opérations avec les actionnaires	39,8	(38,6)	-	(254,1)	(252,9)	(246,8)	(6,2)
Résultat net	-	-	-	176,3	176,3	170,2	6,1
Autres éléments du résultat global	-	-	(98,9)	(0,1)	(99,0)	(98,9)	(0,1)
Résultat global	-	-	(98,9)	176,2	77,3	71,3	6,0
30 juin 2013	53,1	76,7	(15,0)	877,4	992,1	969,0	23,1
31 décembre 2013	53,0	64,5	(155,6)	1 020,2	982,1	956,1	26,0
Levées de stock-options	0,1	2,2	-	-	2,3	2,3	-
Juste valeur des stock-options	-	-	-	12,2	12,2	12,2	-
Dividendes versés	-	-	-	(214,4)	(214,4)	(209,5)	(4,9)
Transactions sur actions propres	-	-	-	(25,3)	(25,3)	(25,3)	-
Autres mouvements	-	-	-	0,4	0,4	(0,4)	0,8
Total des opérations avec les actionnaires	0,1	2,2	-	(227,1)	(224,8)	(220,7)	(4,1)
Résultat net	-	-	-	160,9	160,9	154,0	6,9
Autres éléments du résultat global	-	-	21,4	(2,1)	19,3	18,9	0,4
Résultat global	-	-	21,4	158,8	180,2	172,9	7,3
30 juin 2014	53,1	66,7	(134,2)	951,9	937,5	908,3	29,2

Les notes en pages 23 à 52 font partie intégrante des états financiers résumés.

Tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	Notes	juin 2014	juin 2013
Résultat avant impôts		238,0	249,3
Elimination des flux des opérations de financement et d'investissement		37,7	31,4
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie		11,3	2,4
Amortissements et dépréciations		86,2	73,8
Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	14	(95,0)	(71,1)
Impôts payés		(102,1)	(64,3)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		176,1	221,5
Acquisitions de filiales	9	(477,9)	(60,2)
Cessions de filiales	9	-	4,3
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles		(64,4)	(71,8)
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles		1,2	4,7
Acquisitions d'actifs financiers non courants		(9,0)	(8,8)
Cessions d'actifs financiers non courants		3,3	4,1
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(546,8)	(127,7)
Augmentation du capital	10	2,2	1,3
Acquisition/Cession d'actions propres		(25,3)	(57,1)
Dividendes versés		(213,6)	(207,6)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières		693,5	258,8
Remboursement des emprunts et autres dettes financières		(52,1)	(102,5)
Intérêts payés		(41,7)	(42,9)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		363,0	(150,0)
Incidence des écarts de change		(3,7)	0,8
Incidence des changements de méthode ⁽¹⁾		(0,8)	-
Variation de la Trésorerie nette		(12,2)	(55,4)
Trésorerie nette au début de la période		157,7	234,8
Trésorerie nette à la fin de la période		145,5	179,4
Dont disponibilités et équivalents de trésorerie		176,8	226,1
Dont concours bancaires courants		(31,3)	(46,7)

(1) Correspond à l'impact du changement de méthode de consolidation de trois filiales sur la trésorerie du Groupe (passage de l'intégration proportionnelle à la mise en équivalence).

Les notes en pages 23 à 52 font partie intégrante des états financiers résumés.

2.2. NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 1 : Informations générales

Depuis sa création en 1828, Bureau Veritas a développé une expertise reconnue pour aider ses clients à se conformer aux normes ou aux réglementations relatives à la qualité, l'hygiène et la santé, la sécurité, l'environnement et la responsabilité sociale. L'activité de Bureau Veritas consiste à inspecter, analyser, auditer ou certifier les produits, les actifs et les systèmes de management de ses clients par rapport à des référentiels réglementaires ou volontaires, pour délivrer ensuite des rapports de conformité.

Bureau Veritas S.A. (« la Société ») et l'ensemble de ses filiales constituent le Groupe Bureau Veritas (ci-dessous appelé « Bureau Veritas » ou « le Groupe »).

Bureau Veritas S.A. est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé 67-71 Boulevard du Château, 92571 Neuilly-sur-Seine, France.

Au 30 juin 2014, Wendel détient 50,9 % du capital de Bureau Veritas et 66,2% des droits de vote.

Ces états financiers consolidés résumés ont été arrêtés le 26 août 2014 par le Conseil d'Administration.

Note 2 : Faits marquants du premier semestre 2014

Acquisitions

Au cours du premier semestre 2014, le Groupe a réalisé les acquisitions suivantes :

- Maxxam Analytics, société canadienne, leader dans le secteur des essais, de l'inspection et de la certification ;
- Jyutaku, une entreprise japonaise, spécialisée dans le contrôle de construction ;
- Quiktrak, une entreprise américaine spécialisée dans les services de vérification de stocks automobiles et de machines agricoles ;
- Andes Control, une société chilienne spécialisée dans les services d'essais et d'analyse chimique portant sur la sécurité alimentaire et environnementale ;
- DTI, le leader de l'inspection des équipements sous-marins et de mise en service des puits utilisés dans les opérations de forage offshore aux Etats-Unis.

Ces acquisitions, ainsi que leurs impacts dans les comptes semestriels, sont détaillés dans la note « 9. Acquisitions et cessions ».

Distribution de dividendes

Le 2 juin 2014, le Groupe a procédé à une distribution de dividendes aux actions ayant droit à hauteur de 209,5 millions d'euros au titre de l'exercice 2013.

Financement

Le 21 janvier 2014, le Groupe a réalisé une émission obligataire d'un montant de 500 millions d'euros, non notée à 7 ans, dont le coupon est de 3,125%. Cette opération a permis à Bureau Veritas de poursuivre la

diversification de ses sources de financement et d'accompagner son développement, notamment pour l'acquisition de Maxxam Analytics, le leader canadien des services d'analyse en laboratoire.

Au cours du premier semestre, Bureau Veritas a renégocié son Emprunt Syndiqué qui avait été mis en place en 2012 pour une durée de cinq ans et un montant de 450 millions d'euros. Le contrat a été amendé pour obtenir de meilleures conditions de financement et allonger la maturité de juillet 2017 à avril 2019

Note 3 : Principes et méthodes comptables

Base de préparation des états financiers

Ces états financiers consolidés résumés du premier semestre 2014 sont établis conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne. Ils doivent être lus en liaison avec les états financiers annuels en normes IFRS de l'exercice clos le 31 décembre 2013 qui ont été établis conformément aux IFRS tel qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Evolution du référentiel IFRS

Le Groupe applique les normes et textes entrés en vigueur à compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2014. Il s'agit des normes suivantes :

- IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariats »
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »
- IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »
- Amendements IAS 32 « Instruments financiers : Présentation – Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers
- Amendements IAS 36 « Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers »
- Amendements IAS 39 « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture »

Ces nouvelles normes et interprétations n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés résumés au 30 juin 2014.

La mise en application du « pack consolidation » a modifié la méthode de consolidation de trois entités du Groupe (7 Layers Ritt China, Unicar GB Ltd et UCM Global Ltd). Depuis le 1^{er} janvier 2014, ces entités ne sont plus consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle mais selon la méthode de la mise en équivalence. L'impact de ce changement de méthode de consolidation est de (0,8) million d'euros sur la trésorerie du Groupe et de (1,1) million d'euros sur le chiffre d'affaires de la période.

Les normes, amendements et interprétations publiés par IASB en attente d'adoption par l'Union Européenne et non encore appliqués au 30 juin 2014 par le Groupe sont les suivants :

- Amendement à IAS 19 « Avantages du personnel »
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 « Clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables »
- IFRIC 21 « Taxes » (étude en cours)

Particularités de l'établissement des comptes intermédiaires

Méthodes comptables appliquées

Les méthodes comptables appliquées sont cohérentes avec les règles et méthodes comptables retenues pour la préparation des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception de la charge d'impôt sur le résultat, déterminée sur la base d'une projection sur l'exercice et de la charge relative aux avantages au personnel à long terme.

Utilisations d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables de la Société.

La préparation des états financiers intermédiaires a nécessité l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sur les mêmes éléments que ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception de la détermination de la charge d'impôt et des avantages au personnel à long terme pour lesquelles les méthodes d'estimation suivantes ont été appliquées :

- Charge d'impôt :

La charge d'impôt a été déterminée au 30 juin 2014 sur la base d'une projection sur l'exercice du taux moyen pondéré d'impôt attendu par pays, compte tenu de l'estimation d'un résultat taxable sur l'exercice.

- Avantages au personnel à long terme :

En l'absence de changement significatif, la charge constatée au compte de résultat du 30 juin est estimée sur la base des projections 2014 indiquées dans les rapports d'actuaires établis au 31 décembre 2013. Dans le cas d'une évolution significative du taux d'actualisation, la provision est ajustée sur la base du taux d'actualisation publié au 30 juin.

Note 4 : Saisonnalité

Le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel et les flux de trésorerie enregistrent une certaine saisonnalité, avec un premier semestre traditionnellement moins élevé que le second semestre.

Pour le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel, la saisonnalité concerne essentiellement les divisions Biens de consommation, Inspection & Vérification en Service (IVS) et Certification. Pour la division Biens de consommation, cette tendance est liée à la saisonnalité de la consommation finale (concentration en fin d'année civile). Pour les divisions IVS et Certification, ce phénomène résulte de la volonté des clients d'obtenir leurs certifications avant la fin de l'exercice fiscal et social (généralement au 31 décembre de chaque année). La saisonnalité du résultat est toutefois plus prononcée que celle du chiffre d'affaires du fait d'une moins bonne absorption des coûts fixes des activités au cours du 1er semestre.

Les flux de trésorerie sont impactés par :

- la saisonnalité du résultat opérationnel décrit ci-dessus ;
- la saisonnalité importante du besoin en fonds de roulement, dans la mesure où trois catégories de dépenses se concentrent en totalité sur les premiers mois de l'année :
 - les primes d'assurances ;
 - les bonus et primes d'intéressement ainsi que les charges sociales y afférant, payables en mars ; et
 - les soldes d'impôt sur les sociétés relatifs à l'exercice précédent, payables selon les pays à une date variable au cours du 1er semestre.

Note 5 : Information sectorielle

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel du Groupe sont répartis entre les différents secteurs d'activité ci-dessous :

(millions d'euros)	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel	
	juin 2014	juin 2013	juin 2014	juin 2013
Marine	150,3	145,3	40,1	39,5
Industrie	458,8	465,6	61,5	61,3
Inspection & Vérification en Service	265,5	226,5	24,8	17,7
Construction	213,6	213,3	27,4	25,0
Certification	160,4	170,2	25,9	28,0
Matières premières	330,7	340,8	22,4	28,5
Biens de consommation	261,9	249,2	57,4	54,0
Services aux gouvernements & Commerce international	126,2	146,6	19,0	29,1
Total	1 967,4	1 957,5	278,5	283,1

Certaines réaffectations d'activités industrielles entre divisions ont été opérées au 1er semestre 2014.

Les données du 1er semestre 2013 tiennent compte de la nouvelle affectation afin de permettre une meilleure comparabilité.

Note 6 : Eléments du résultat opérationnel

(millions d'euros)	juin 2014	juin 2013
Achats de matières	(34,1)	(28,1)
Sous-traitance opérationnelle	(143,2)	(142,3)
Locations immobilières et mobilières	(63,3)	(62,8)
Transports et déplacements	(180,1)	(184,7)
Frais de mission refacturés aux clients	46,6	39,2
Autres services extérieurs	(179,0)	(181,7)
Total achats et charges externes	(553,1)	(560,4)
Salaires et primes	(806,5)	(795,1)
Charges sociales	(185,5)	(185,2)
Autres charges liées au personnel	(38,4)	(37,7)
Total frais de personnel	(1 030,4)	(1 018,0)
Provisions sur créances	(7,3)	(10,2)
Provisions pour risques et charges	7,6	4,7
Total (dotations) / reprises de provisions	0,3	(5,5)
Gains/pertes sur cessions d'activités	0,3	3,0
Gains/pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(0,3)	0,3
Perte de valeur des écarts d'acquisition	(1,5)	-
Autres produits et charges d'exploitation	7,9	5,4
Total autres produits et charges d'exploitation	6,4	8,7

Note 7 : Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 77,1 millions d'euros au 30 juin 2014, contre 73 millions d'euros au 30 juin 2013. Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, représente 32,4% au 30 juin 2014 contre 29,3% au 30 juin 2013. Le TEI ajusté est de 31,6%.

L'augmentation observée par rapport à l'exercice antérieur est essentiellement due à l'accroissement des impositions exigibles en France.

Comme au 31 décembre 2013, les actifs et passifs d'impôts différés ont été compensés au niveau de chaque groupe d'intégration fiscale au 30 juin 2014.

Les impôts différés, avant compensation par entité fiscale, portent principalement sur les engagements de retraites, les déficits reportables, les relations clientèles et accords de non concurrence acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises, ainsi que sur les provisions pour litiges et charges à payer, et sur l'ajustement à la juste valeur des instruments financiers.

Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

(millions d'euros)	juin 2014			juin 2013		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Ecarts de conversion	21,4	-	21,4	(98,9)	-	(98,9)
Gains / (pertes) actuariels	(5,8)	2,2	(3,6)	2,3	(0,8)	1,5
Couvertures de flux de trésorerie	2,4	(0,9)	1,5	(2,5)	0,9	(1,6)
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Total des autres éléments du résultat global	18,0	1,3	19,3	(99,1)	0,1	(99,0)

Note 8 : Ecarts d'acquisition

Evolution des écarts d'acquisition au 30 juin 2014

(millions d'euros)	juin 2014		juin 2013
	juin 2014	juin 2013	juin 2013
Valeur brute	1 470,0	1 544,2	1 544,2
Pertes de valeur	(57,9)	(57,9)	(57,9)
Ecarts d'acquisition au 1er janvier	1 412,1	1 486,3	1 486,3
Acquisitions d'activités consolidées (note 9)	216,6	30,6	30,6
Cessions d'activités consolidées	-	-	-
Pertes de valeur de la période	(1,5)	-	-
Ecart de conversion et autres mouvements	35,9	(59,3)	(59,3)
Ecarts d'acquisition au 30 juin	1 663,1	1 457,6	1 457,6
Valeur brute	1 722,4	1 515,4	1 515,4
Pertes de valeur	(59,3)	(57,8)	(57,8)
Ecarts d'acquisition au 30 juin	1 663,1	1 457,6	1 457,6

Depuis 2011, le Groupe a procédé à la constitution d'unités génératrices de trésorerie (UGT) pour les activités Construction, Certification et Industrie. L'activité Inspection et Vérification en Service, toujours dominée par des marchés locaux demeure constituée d'UGT par pays. Les écarts d'acquisition sont affectés :

- à des groupes d'UGT, pour les activités Industrie, Construction, Certification et Matières Premières ;
- à des UGT, pour les activités Biens de consommation ainsi que Inspection et Vérification en Services.

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition est revue au minimum une fois par an dans le processus de clôture annuelle. Au 30 juin, les écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de dépréciation dans les cas où :

- les résultats prévisionnels actualisés d'un groupe d'UGT, pour les secteurs opérationnels hors IVS, ou d'une UGT IVS sur l'exercice en cours se sont avérés inférieurs aux prévisions originelles indiquant ainsi une éventuelle perte de valeur. A ce titre, les activités Matières Premières et IVS au Portugal ont été testées.

- des activités étaient sous observation particulière à la fin de l'exercice précédent et dont les résultats prévisionnels se sont avérés inférieurs aux prévisions originales. Seule l'activité IVS en Espagne a été testée.

La méthode utilisée pour établir la valeur recouvrable d'une UGT est identique à celle décrite dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception du processus d'élaboration des budgets et prévisions à long terme donnant lieu à approbation par le management qui intervient en fin d'année pour l'ensemble des divisions.

Les flux futurs de trésorerie ont été actualisés pour tenir compte des dernières prévisions de résultats disponibles et d'un éventuel changement d'estimation sur le moyen et long terme pour chaque UGT concernée. Les estimations des taux de croissance long terme utilisés sont inchangées par rapport à celles utilisées au 31 décembre 2013, soit 2%.

Ces hypothèses sont basées sur l'expérience passée et concordent avec les données retenues pour l'établissement du plan 2015 publié en septembre 2011.

Les actifs de l'activité Matières Premières ont été testés compte tenu de leur valeur matérielle dans le bilan du Groupe et de la situation actuelle du marché des Métaux et Minéraux.

Ce marché est actuellement dans une phase de repli prononcé et explique un retrait des revenus et du résultat opérationnel prévisionnels de l'activité Matières Premières par rapport au budget établi en fin d'année 2013. Le test réalisé conduit le Groupe à maintenir la valeur des actifs de l'activité Matières Premières.

Une synthèse des valeurs recouvrables par rapport à leurs valeurs comptables pour les activités testées au 30 juin 2014 donne les résultats suivants :

Activité	M€	Valeur recouvrable	Valeur comptable	Dépréciation
Matières Premières	Monde	1 711,0	997 ,0	0
Inspection et Vérification en Service	Espagne	53,0	29,0	0
	Portugal	2,0	3,5	1,5

Le test sur l'activité IVS au Portugal conduit le Groupe à constater une perte de valeur de 1.5 M€ sur un total d'actif testé de 3.5 M€ compte tenu des perspectives sur ce marché.

Le taux d'actualisation retenu pour le test effectué sur l'Espagne est de 7.5%, incluant une prime de risque pays spécifique compte tenu du contexte économique général du pays. Il s'agit d'un taux après impôts appliqué aux flux futurs de trésorerie nets d'impôt mais avant coûts de financement externe.

Le taux de marge opérationnelle long terme de l'activité Matières Première s'établit à 14.6% et celui de l'activité IVS en Espagne à 5.5%.

Une synthèse des sensibilités pour les activités Matières Premières et Inspection et Vérification en Service Espagne testées, par rapport à une variation d'un point du taux d'actualisation ainsi que du taux de croissance à long terme et de la marge donnerait les montants de dépréciation de l'ensemble des actifs incorporels testés suivants :

Activité	Taux d'actualisation + 1 point	Taux de croissance -1 point	Taux de marge -1 point
Matières Premières Monde	0	0	0
Inspection et Vérification en Service Espagne	0	0	0

Note : dépréciation théorique en millions d'euros en variant un seul paramètre à la fois

L'analyse de sensibilité réalisée en complément pour l'activité Matières Premières montre que la valeur recouvrable des actifs testés reste supérieure à la valeur des actifs même lorsque que le taux d'actualisation est porté à 9%, soit 2 points de plus que le taux utilisé pour le test réalisé au 31 décembre 2013..

Note 9 : Acquisitions et cessions

Acquisitions de la période

Mois d'acquisition	Nom de la Société	Division	Pays
Janvier	Maxxam Analytics International Corporation	Vérification en Service, Matières Premières	Canada
Avril	Jiutaku I&I Service	Construction	Japon
Avril	Quiktrak	GSIT	Etats- Unis
Avril	Andes Control	Matières premières	Chili
Juin	DTI DiversiTech, Inc	Industrie	Etats- Unis

Les principales acquisitions réalisées au 1er semestre 2014 sont les suivantes :

Maxxam est le leader canadien des services d'analyse. La société intervient dans trois activités principales : les services environnementaux, les services d'analyse de produits pétroliers et les services d'analyse. Elle dispose du plus important réseau de laboratoires du Canada et emploie environ 2 500 personnes. Son chiffre d'affaires annuel est de 263,6 millions de dollars canadiens.

Quiktrak est une société américaine spécialisée dans l'inspection de véhicules. Elle emploie 90 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 15 millions de dollars américains.

Andes Control est une société chilienne, leader dans les services d'essais et d'analyse chimique portant sur la sécurité alimentaire et environnementale. Elle emploie plus de 50 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 3,5 millions d'euros.

DiversiTech Inc. (DTI) est une entreprise américaine spécialisée dans les services d'inspection et d'audit destinés au secteur du pétrole et du gaz. Elle emploie plus de 85 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 20 millions de dollars américains.

Le tableau ci-après est déterminé avant l'affectation finale du prix des acquisitions du 1er semestre 2014 :

(millions d'euros)	juin 2014	juin 2013
Prix des activités acquises	493,2	49,8
Rachat de participations ne donnant pas le contrôle	-	(0,3)
Coût des actifs et passifs acquis	493,2	49,5
Actifs et passifs acquis	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Actif non courant	42,7	281,7
Actif courant hors trésorerie	64,0	64,0
Passif courant hors endettement	(18,9)	(18,9)
Passif non courant hors endettement	(0,2)	(66,6)
Endettement	(2,0)	(2,0)
Intérêts minoritaires acquis	-	-
Trésorerie des sociétés acquises	18,4	18,4
Total des actifs et passifs acquis	104,0	276,6
Ecarts d'acquisition		216,6
		30,6

Le principal écart d'acquisition dégagé au cours du premier semestre 2014 concerne l'acquisition de Maxxam. Il s'élève à 197,7 millions d'euros.

L'existence d'un écart d'acquisition résiduel non affecté est attribuable principalement au capital humain des sociétés acquises et aux synergies importantes attendues de ces acquisitions.

Les prix des activités acquises sont exclusivement payés en numéraire.

L'impact des acquisitions sur la trésorerie de l'exercice est le suivant:

(millions d'euros)	juin 2014	juin 2013
Prix des activités acquises	(493,2)	(49,8)
Trésorerie des sociétés acquises	18,4	4,6
Complément de prix restant à payer au 30 juin au titre des acquisitions de la période	5,4	3,5
Décaissements sur acquisitions antérieures	(7,1)	(16,5)
Impact des activités acquises sur la trésorerie	(476,5)	(58,2)

Le montant de 477,9 millions d'euros figurant sur la ligne « Acquisitions de filiales » du tableau consolidé des flux de trésorerie comprend pour 1,4 millions d'euros des frais d'acquisition. Dans ce montant ne figurent pas 2 millions d'euros de dettes provenant des sociétés acquises.

Compléments de prix non décaissés

Des compléments de prix relatifs à des acquisitions antérieures au 1^{er} janvier 2014 avaient pour échéance le 1^{er} semestre 2014. Au 30 juin 2014, l'impact des compléments de prix non décaissés sur le compte de résultat est un produit de 1,4 million d'euros.

Note 10 : Capital souscrit

Augmentation de capital par levées de stock-options

A la suite de l'exercice de 301 700 stock-options, le Groupe a procédé à une augmentation de capital pour un montant de 2,2 millions d'euros en prime d'émission.

Capital social

Le nombre total d'actions composant le capital au 30 juin 2014 est de 442 343 700.

Il était de 442 042 000 au 31 décembre 2013. Toutes les actions ont une valeur nominale de 0,12 euro et sont entièrement libérées.

Actions propres

Au 30 juin 2014, le Groupe possède 5 837 324 actions auto détenues dont la valeur comptable est inscrite en diminution des capitaux propres.

Note 11 : Paiements en actions

Plans de stock-options

Aucun nouveau plan d'options ni d'actions de performance n'a été attribué au cours du 1er semestre 2014. Au 1er semestre 2014, la charge nette relative aux paiements en actions comptabilisée par le Groupe s'élève à 10,9 millions d'euros (1er semestre 2013 : 8,9 millions d'euros).

Note 12 : Passifs financiers

(millions d'euros)	Total	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 5 ans	Plus de 5 ans
Au 31 décembre 2013					
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)	907,1	-	24,1	363,6	519,4
Emission Obligataire	500,0	-	-	500,0	-
Autres passifs financiers non courants	1,8	-	1,8	-	-
Passifs financiers non courants	1 408,8	-	25,9	863,6	519,4
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	71,3	71,3			
Concours bancaires	32,9	32,9			
Autres passifs financiers courants	42,2	42,2			
Passifs financiers courants	146,4	146,4			
Au 30 juin 2014					
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)	933,3	-	23,4	393,9	515,9
Emission Obligataire	1 000,0	-	-	500,0	500,0
Autres passifs financiers non courants	1,7	-	1,7	-	-
Passifs financiers non courants	1 935,0	-	25,1	893,9	1 015,9
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	191,5	191,5			
Concours bancaires	31,3	31,3			
Autres passifs financiers courants	42,0	42,0			
Passifs financiers courants	264,8	264,8			
	Total	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 5 ans	Plus de 5 ans
Intérêts estimés sur emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	367,9	73,6	73,7	168,0	52,7
Incidence des couvertures sur les flux (intérêts et capital)	(1,7)	(0,4)	(0,4)	(0,9)	-

Le montant de la dette entre le 31 décembre 2013 et le 30 juin 2014 a augmenté de 644,7 millions d'euros. L'augmentation de la dette en euros est principalement due au financement d'acquisitions et notamment celui de Maxxam Analytics sur le premier semestre 2014.

Pour le calcul des intérêts futurs, l'échéance contractuelle de l'Emprunt Syndiqué 2012, soit avril 2019 a été retenue.

Financements

Le financement du groupe est composé de financements bancaires et non bancaires.

Au 30 juin 2014, la quasi-totalité de la dette financière du Groupe est composée des financements suivants : de l'US Private Placement 2008 « USPP 2008 », de l'US Private Placement 2010 « USPP 2010 », de l'US Private Placement 2011 & 2014 « USPP 2011 & 2014 », de l'US Private Placement 2013 « USPP 2013 », d'un Schuldschein « Emprunt SSD », de deux émissions obligataires réalisées en mai

2012 et janvier 2014, d'un crédit syndiqué « Emprunt Syndiqué 2012 » et d'un programme de billets de trésorerie.

Les montants non tirés sur les programmes en place se répartissent de la façon suivante :

L'US Private Placement 2013 (USPP 2013) a été tiré en 2013 à hauteur de la moitié de la ligne disponible non confirmée, soit 75 millions de dollars américains.

L'Emprunt Syndiqué 2012 d'un montant total de 450 millions d'euros a été tiré à hauteur de 80 millions d'euros. Le montant disponible au 30 juin 2014 est de 210 millions d'euros, soit 370 millions d'euros sur l'Emprunt Syndiqué diminué des montants levés sur le programme de billets de trésorerie pour 160 millions d'euros.

Covenants

Au 30 juin 2014, les mêmes covenants financiers que ceux en vigueur au 31 décembre 2013 sont applicables. Ces covenants sont respectés au 30 juin 2014, comme au 31 décembre 2013.

Risque de Change

La décomposition des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (courants et non-courants) par devise et après couverture de dérivés de devises se présente comme suit :

Devise d'emprunt (millions d'euros)	juin 2014	déc 2013
Dollar US (USD)	395,6	321,5
Euro (EUR)	1 712,5	1 144,6
Autres Devises	16,7	12,3
Total	2 124,7	1 478,4

L'emprunt USPP dont les tranches en livre sterling ont été converties en euros de façon synthétique sont ainsi inclus dans la catégorie « Euro (EUR) ».

Risque de taux

Au 30 juin 2014, la dette financière brute se répartit comme suit :

Devise d'emprunt	juin 2014	déc 2013
Dollar US (USD)	1,57%	1,65%
Euro (EUR)	1,05%	1,55%

Les dates contractuelles de révision des taux variables sont, pour la quasi-totalité de la dette à taux variable, inférieures à 6 mois. Les taux de référence utilisés sont l'Euribor pour les financements à taux variable et en euros et le Libor pour les financements à taux variable en dollars américains.

Les taux d'intérêt des emprunts à taux variable avec la marge sont détaillés ci-dessous aux dates de clôture :

(millions d'euros)	juin 2014	déc 2013
Taux fixe	1 623,2	1 130,6
Taux variable	501,5	347,8
Total	2 124,7	1 478,4

Les taux d'intérêt effectifs (TIE) sont proches des taux faciaux pour tous les programmes de financement.

Les analyses de sensibilité sur les risques de taux et de change, tels que définis par IFRS 7, figurent en Note 17 « Information complémentaire sur les instruments financiers ».

Note 13 : Passifs éventuels

Les garanties

Les montants et les échéances des garanties octroyées sont les suivants :

(millions d'euros)	Total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Au 30 juin 2014	317,1	148,5	105,6	63,0
Au 31 décembre 2013	269,9	111,7	92,1	66,1

Les garanties octroyées incluent des garanties et cautions de types garantie bancaire et garantie parentale.

Au 30 juin 2014, le Groupe considère que le risque de décaissement relatif à des garanties décrites ci-dessus est faible.

Les provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges inscrites au bilan au 30 juin 2014 prennent en compte les principaux litiges, présentés au paragraphe 1.5. « Description des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice » du rapport d'activité.

Sur la base des garanties d'assurance disponibles et/ ou des provisions passées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, la Société estime que ces sinistres n'auront pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Note 14 : Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité s'élève à (95,0) millions d'euros au 30 juin 2014 contre (71,1) millions d'euros au 30 juin 2013.

Elle se ventile comme suit :

<i>(millions d'euros)</i>	juin 2014	juin 2013
Créances clients et comptes rattachés	(56,7)	(73,2)
Fournisseurs et comptes rattachés	28,6	16,7
Autres débiteurs et créiteurs	(66,9)	(14,6)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(95,0)	(71,1)

Note 15 : Résultat par action

Le calcul du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et du nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation, utilisés pour la détermination des résultats par action, sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

<i>En milliers d'actions</i>	juin 2014	juin 2013
Nombre d'actions composant le capital au 1er janvier	442 042	441 995
Nombre d'actions émises durant l'année (prorata temporis)		
Attribution d'actions gratuites	-	-
Exercice d'options de souscription d'actions	242	70
Nombre d'actions autodétenues	(5 223)	(3 139)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	437 061	438 926
Effet dilutif		
Attribution d'actions gratuites	5 762	5 161
Options de souscriptions d'actions	1 589	2 576
Nombre moyen pondéré dilué d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	444 412	446 663

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

	juin 2014	juin 2013
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	153 971	170 163
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	437 061	438 926
Résultat de base par action (en euros)	0,35	0,39

Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de tous les instruments financiers ayant un effet potentiellement dilutif.

La Société possède deux catégories d'instruments ayant un effet potentiellement dilutif : des options sur actions et des actions gratuites.

Pour les options sur actions, un calcul est effectué afin de déterminer le nombre d'actions qui auraient pu être émises sur la base du prix d'exercice et la juste valeur des droits de souscription attachés aux options sur actions en circulation. Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées.

Les actions attribuées gratuitement sont des actions ordinaires potentielles dont l'émission est subordonnée à l'accomplissement d'une période de service ainsi qu'à la réalisation d'objectifs de performance.

	juin 2014	juin 2013
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	153 971	170 163
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	444 412	446 663
Résultat dilué par action (en euros)	0,35	0,38

Note 16 : Dividende par action

Le 2 juin 2014, la société mère a procédé à la distribution de dividendes au titre de l'exercice 2013, aux actions ayant droit à hauteur de 209,5 millions d'euros correspondant au paiement d'un dividende unitaire de 0,48 euro par action (0,4575 euro en 2013).

Note 17 : Information complémentaire sur les instruments financiers

Le tableau suivant présente, par catégorie d'instruments financiers selon IAS 39, les valeurs comptables, leur décomposition par type de valorisation et leur juste valeur à la clôture de chaque exercice :

	Catégorie IAS 39	Valeur au bilan	mode de valorisation au bilan selon la norme IAS 39				Juste valeur			
			Coût amorti	Coût	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par compte de résultat				
(millions d'euros)										
Au 30 juin 2014										
ACTIFS FINANCIERS										
Titres de participation non consolidés	JVCR	1,3	-	-	-	1,3	1,3			
Autres actifs financiers non courants	ADE	52,1	52,1	-	-	-	52,1			
Clients et autres débiteurs	PC	1 182,9	1 182,9	-	-	-	1 182,9			
Actifs financiers courants	PC	3,1	3,1	-	-	-	3,1			
Actifs financiers courants	JVCR	2,3	-	-	-	2,3	2,3			
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	0,5	-	-	-	0,5	0,5			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	JVCR	176,8	-	-	-	176,8	176,8			
PASSIFS FINANCIERS										
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	CA	2 124,8	2 124,8	-	-	-	2 262,3			
Concours bancaires	JVCR	31,3	-	-	-	31,3	31,3			
Autres passifs financiers non courants	CA	1,7	1,7	-	-	-	1,7			
Dettes fournisseurs et autres crébiteurs	CA	807,5	807,5	-	-	-	807,5			
Passifs financiers courants	CA	42,0	42,0	-	-	-	42,0			
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	23,4	-	-	23,4	-	23,4			
Au 31 décembre 2013										
ACTIFS FINANCIERS										
Titres de participation non consolidés	JVCR	1,2	-	-	-	1,2	1,2			
Autres actifs financiers non courants	ADE	44,1	44,1	-	-	-	44,1			
Clients et autres débiteurs	PC	1 066,1	1 066,1	-	-	-	1 066,1			
Actifs financiers courants	PC	4,2	4,2	-	-	-	4,2			
Actifs financiers courants	JVCR	2,1	-	-	-	2,1	2,1			
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	0,6	-	-	-	0,6	0,6			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	JVCR	190,6	-	-	-	190,6	190,6			
PASSIFS FINANCIERS										
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	CA	1 478,4	1 478,4	-	-	-	1 562,1			
Concours bancaires	JVCR	32,9	-	-	-	32,9	32,9			
Autres passifs financiers non courants	CA	1,8	1,8	-	-	-	1,8			
Dettes fournisseurs et autres crébiteurs	CA	787,9	787,9	-	-	-	787,9			
Passifs financiers courants	CA	42,2	42,2	-	-	-	42,2			
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	28,2	-	-	26,9	1,3	28,2			

Note : les abréviations des catégories d'IAS 39 sont les suivantes :

- ADE pour les actifs détenus jusqu'à l'échéance,
- PC pour les prêts et créances,
- JVCR pour les instruments à juste valeur par compte de résultat hors intérêts courus non échus,
- JVCP pour les instruments à juste valeur par capitaux propres hors intérêts courus non échus,
- CA pour les dettes financières valorisées au coût amorti.

A l'exception des éléments ci-dessous, le Groupe estime que la valeur comptable de ses instruments financiers figurant au bilan est proche de la juste valeur.

La juste valeur des actifs financiers courants tels que les SICAV correspond à leur dernière valeur liquidative connue (technique de valorisation de niveau 1).

La juste valeur de la trésorerie, équivalents de trésorerie et concours bancaires correspond à la valeur nominale en euros ou convertie en euros au cours de clôture. Le groupe estime que leur juste valeur est proche de leur valeur nette comptable car ce sont des actifs ou des passifs à très court terme.

Pour les emprunts à taux fixe tels que USPP 2008, USPP 2010, USPP 2011, Emprunt SSD ainsi que les deux émissions obligataires, la juste valeur pour chaque emprunt est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs avec un taux de marché correspondant à la devise des flux (EURO, GBP ou USD) à la date de clôture de l'exercice corrigé du risque de crédit du Groupe. Pour les emprunts à taux variable tels que le Crédit Syndiqué 2012, l'USPP 2013, l'USPP 2014 ou même certaines tranches de l'Emprunt SSD, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable. Il s'agit d'une technique de valorisation de niveau 2, basée sur des données de marché observables.

La Juste Valeur des instruments dérivés de change est égale à la différence entre le montant actualisé vendu ou acheté dans une devise (valorisé en euros au cours à terme) et le montant vendu ou acheté dans cette devise (valorisé au cours de clôture).

Pour les instruments dérivés de devises (essentiellement en livre sterling) la Juste Valeur est basée sur une actualisation des flux (intérêts à recevoir en livre sterling et à payer en euros ainsi que l'achat à terme de livre sterling contre euros) sur la durée restante de l'instrument à la date de clôture. Les taux d'actualisation utilisés sont les taux de marché correspondant à la maturité des flux. Le montant actualisé des flux en livre sterling est converti au cours de clôture.

L'évaluation de la juste valeur des instruments dérivés de change et des instruments dérivés de devises fait appel à des techniques de valorisation qui s'appuient sur des données de marché observables (niveau 2) et selon les modèles de valorisation généralement admis.

Les natures de profits et de pertes constatés par catégorie d'instrument financier, se décomposent comme suit :

(millions d'euros)		Intérêts	Ajustements				Gains / (pertes) nets juin 2014	Gains / (pertes) nets juin 2013
			de juste valeur	du coût amorti	Ecarts de change	Pertes de valeur		
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	ADE	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	PC	-	-	-	0,6	(1,3)	(0,7)	0,8
Actifs et passifs financiers à la JV par compte de résultat	JVCR	0,7	(0,2)	-	2,8	-	3,3	2,1
Dettes financières au coût amorti	CA	(38,1)	-	-	(3,6)	-	(41,7)	(34,2)
Total		(37,4)	(0,2)	-	(0,2)	(1,3)	(39,1)	(31,3)

Analyses de sensibilité

En raison du caractère international de ses activités, le Groupe est exposé à un risque de change découlant de l'utilisation de plusieurs devises étrangères.

Risque de change opérationnel

De manière générale, des couvertures naturelles sont en place du fait de la correspondance des coûts et des produits dans la plupart des pays où le Groupe opère car les prestations de service sont fournies localement. En conséquence, le Groupe est relativement peu exposé au risque de change lié à des transactions dans des monnaies différentes.

Risque de conversion

Plus des deux tiers du chiffre d'affaires du Groupe sont réalisés dans des devises autres que l'euro dont 12% en dollars américains, 7% en yuans chinois, 5% en dollars australiens, 4% en dollars de Hong Kong et 3% en réaux brésiliens. Prises individuellement, les autres devises ne représentaient pas plus de 5% du chiffre d'affaires du Groupe. Cette évolution est notamment liée au fort développement des activités du Groupe en dehors de la zone euro, en Asie et notamment en dollar américain aux États-Unis ou à des devises qui lui sont liées. Par ailleurs, la devise de présentation des états financiers étant l'euro, le Groupe doit convertir en euros les actifs, passifs, produits et charges libellés dans d'autres monnaies que l'euro lors de la préparation des états financiers. Les résultats de ces activités sont consolidés dans le compte de résultat du Groupe après conversion au taux moyen de la période. Les actifs et les passifs sont convertis au taux de clôture de la période. En conséquence, les variations de cours de change de l'euro par rapport aux autres devises affectent le montant des postes concernés dans les états financiers consolidés même si leur valeur reste inchangée dans leur devise d'origine.

Ainsi, une variation de 1 % de l'euro contre :

- le dollar américain aurait eu un impact de 0,12% sur le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre 2014 et de 0,12% sur le résultat d'exploitation du 1^{er} semestre 2014 ;
- le yuan chinois aurait eu un impact de 0,07% sur le chiffre d'affaires consolidé 2014 du 1^{er} semestre et de 0,14% sur le résultat d'exploitation du 1^{er} semestre 2014 ;
- le dollar australien aurait eu un impact de 0,05% sur le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre 2014 et de 0,01% sur le résultat d'exploitation du 1^{er} semestre 2014 ;
- le dollar de Hong Kong aurait eu un impact de 0,04% sur le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre 2014 et de 0,06% sur le résultat d'exploitation du 1^{er} semestre 2014 ;
- Le real brésilien aurait eu un impact de 0,03% sur le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre 2014 et de 0,03% sur le résultat d'exploitation du 1^{er} semestre 2014.

Risque de change financier

Le Groupe, s'il le juge nécessaire, procède à des couvertures de devises et de change pour se prémunir du risque de change au compte de résultat.

Le tableau ci-dessous présente l'analyse de sensibilité au 30 juin 2014 sur les instruments financiers exposés au risque de change sur les principales monnaies étrangères au niveau du Groupe (soit l'euro, le dollar américain et la livre sterling).

(millions d'euros)	Devises non fonctionnelles		
	USD	EUR	GBP
Passif financier	(782,0)	(46,5)	(143,7)
Actif financier	752,1	76,8	64,4
Position nette (actif-passif) avant couverture	(29,9)	30,2	(79,3)
Instruments financiers de couverture de change	175,3	-	79,9
Position Nette (Actif - Passif) après couverture	145,4	30,2	0,6
Impact d'une augmentation de 1% des cours de change			
Sur les capitaux propres	-	-	0,1
Sur le résultat net avant impôts	1,5	0,3	-
Impact d'une diminution de 1% des cours de change			
Sur les capitaux propres	-	-	0,2
Sur le résultat net avant impôts	(1,5)	(0,3)	-

Le Groupe est exposé à un risque de change inhérent à des instruments financiers libellés dans une monnaie étrangère, c'est-à-dire dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de chacune des entités du Groupe. L'analyse de sensibilité ci-dessus présente l'impact que pourrait avoir la variation significative de l'euro, du dollar américain et de la Livre Sterling sur le résultat en tant que devise non fonctionnelle. Dans le cas du dollar américain, ne sont pas incluses dans l'étude les entités pour lesquelles la devise fonctionnelle est une devise fortement corrélée au dollar américain (par exemple : les entités basées à Hong-Kong). De plus, les passifs libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'entité et ayant fait l'objet d'une couverture pour les convertir de façon synthétique dans la monnaie fonctionnelle, ne sont pas inclus. Les impacts d'une variation de 1% sur les couvertures sont présentés dans le tableau ci-dessus. Les instruments financiers libellés dans une monnaie étrangère qui font l'objet de cette analyse de sensibilité correspondent aux principaux postes du bilan de nature monétaire et plus particulièrement aux actifs financiers non courants et courants, aux créances clients et d'exploitation, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux dettes financières courantes et non courantes, aux passifs courants et aux dettes fournisseurs.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est essentiellement généré par des éléments d'actif et de passif portant intérêt à taux variable. La politique du Groupe à cet égard consiste à limiter l'impact de la hausse des taux d'intérêt en se réservant la possibilité de recourir à des dérivés de taux.

Le Groupe suit mensuellement son exposition au risque de taux et apprécie le niveau des couvertures mises en place ainsi que leur adaptation au sous-jacent. Sa politique consiste à ne pas être exposé sur une longue période (plus de six mois) au risque d'augmentation des taux d'intérêts pour une part supérieure à 60 % de la dette nette consolidée. Ainsi, le Groupe est susceptible de conclure des accords de swaps, tunnels ou autres instruments de façon à se conformer aux objectifs fixés. Les instruments utilisés sont de nature non spéculative. Au 30 juin 2014, le Groupe ne dispose pas de couverture de taux.

Le tableau ci-dessous présente, au 30 juin 2014, l'échéance des actifs et dettes financières à taux fixe et à taux variable :

(millions d'euros)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total juin 2014
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit à taux fixe	(158,0)	(577,5)	(887,8)	(1 623,3)
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit à taux variable	(33,5)	(339,8)	(128,1)	(501,5)
Concours bancaires	(31,3)	-	-	(31,3)
TOTAL - Passif Financier	(222,8)	(917,3)	(1 015,9)	(2 156,1)
TOTAL - Actif Financier	176,8	-	-	176,8
Position Nette (Actif - Passif) à taux variable avant couverture	112,0	(339,8)	(128,1)	(356,0)
Instruments financiers de couverture de taux	-	-	-	-
Position Nette (Actif - Passif) à taux variable après couverture	112,0	(339,8)	(128,1)	(356,0)
Impact d'une augmentation de 1% des taux d'intérêt				
Sur les capitaux propres				-
Sur le résultat net avant impôts				(3,6)
Impact d'une diminution de 1% des taux d'intérêt				-
Sur les capitaux propres				-
Sur le résultat net avant impôts				3,6

Au 30 juin 2014, le Groupe estime qu'une augmentation de 1 % des taux d'intérêt à court terme dans toutes les devises entraînerait une augmentation de la charge d'intérêt du Groupe de l'ordre de (3,6) millions d'euros.

La dette supérieure à 5 ans, soit 887,8 millions d'euros est essentiellement à taux fixe. Au 30 juin 2014, 76% de la dette brute consolidée du Groupe était à taux fixe.

Note 18 : Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont le Groupe Wendel, actionnaire principal de la Société, ainsi que le Président du Conseil d'administration et le Directeur Général, mandataires sociaux de la Société.

Au 30 juin 2014, les montants comptabilisés au titre des rémunérations versées en France au Directeur Général (parts fixe et variable) et des plans de rémunération à long terme (options et actions de performance) qui lui ont été attribués sont les suivants :

(millions d'euros)	juin 2014	juin 2013
Salaires	1,0	1,5
Stock-options	0,2	0,3
Attribution d'actions gratuites	1,0	0,6
Total	2,2	2,4

Les montants indiqués correspondent à la juste valeur comptable des options et des actions conformément à la norme IFRS 2. Il ne s'agit donc pas des montants réels qui pourraient être dégagés lors de l'exercice des options de souscription si celles-ci sont exercées ou lors de l'acquisition des actions, si celles-ci deviennent acquises. Il est par ailleurs rappelé que ces attributions d'options et actions sont soumises à des conditions de présence et de performance.

La valorisation des actions correspond à la juste valeur évaluée selon le modèle Black-Scholes et non à une rémunération réellement perçue. Ces attributions d'actions de performance sont soumises à des conditions de présence et de performance.

Le nombre de stock-options détenues par les dirigeants clés s'élève à 480 000 au 30 juin 2014 (30 juin 2013 : 896 580), à une juste valeur par action de 2,75 euros (30 juin 2013 : 1,88 euro).

Le nombre d'actions gratuites attribuées au dirigeant mandataire social s'élève à 1 048 000 au 30 juin 2014 (300 000 au 30 juin 2013)

Note 19 : Evénements postérieurs à la clôture

Attribution d'options d'achat d'actions et d'actions de performance

Le Conseil d'Administration, réuni le 16 juillet 2014, a décidé d'attribuer des options d'achat d'actions et des actions de performance à 569 collaborateurs du Groupe dont le Directeur Général, correspondant à un total de 2 552 800 actions (1 291 600 actions de performance et 1 261 200 options d'achat d'action) soit environ 0,58% du capital social.

Le prix d'achat des options a été fixé à 20,28 euros correspondant à la moyenne sans rabais des premiers cours cotés aux 20 dernières séances de bourse précédant la date d'attribution.

Ces attributions sont soumises à plusieurs conditions de performance et de présence.

Acquisitions

En juillet 2014, Bureau Veritas a réalisé l'acquisition de l'entreprise brésilienne Sistema PRI, spécialisée dans l'assistance à la gestion de projets dans les secteurs de la construction, des infrastructures et de l'énergie.

Au mois d'août 2014, la société américaine Analysts Inc, a été acquise. Cette société est spécialisée dans les analyses de lubrifiants.

Financement

Le 18 juillet 2014, le plafond du programme de billets de trésorerie initialement fixé à 300 millions d'euros à sa mise en place a été porté à 450 millions d'euros.

Note 20 : Périmètre de consolidation

Sociétés consolidées par intégration globale

Pays	Entreprises	Type	juin-14		2013	
			% de contrôle 2014	% d'intérêts 2014	% de contrôle 2013	% d'intérêts 2013
Afrique du Sud	BV South Africa	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Afrique du Sud	ACT	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Afrique du Sud	Inspectorate Chemtaur (Pty) Ltd	F	73,30	73,30	73,30	73,30
Afrique du Sud	Bureau Veritas Marine Surveying Pty Ltd	F	51,00	37,38	51,00	37,38
Afrique du Sud	M&L Laboratory Services (Pty) Ltd	F	100,00	73,30	100,00	73,30
Afrique du Sud	Bureau Veritas Gazelle Pty Ltd	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Afrique du Sud	Tekniva	F	100,00	70,00	100,00	70,00
Afrique du Sud	Carab Technologies Pty Ltd	F	100,00	70,00	100,00	70,00
Algérie	BV Algérie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BV Certification Germany	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BVCPS Germany	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BV Construction Services	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BV Germany Holding GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas Industry Services	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	One TÜV	F	66,67	66,67	66,67	66,67
Allemagne	Inspectorate Germany GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Inspectorate Deutschland GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Pockrandt GmbH Technische Qualitätskontrolle	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Technitas Central Europe	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Unicar GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	7 Layers Germany AG	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas Material Testing GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Wireless IP	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BV sa – Allemagne	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Angola	BV Angola	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Arabie Saoudite	BV SATS	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Arabie Saoudite	Inspectorate International Saudi Arabia Co Ltd		65,00	65,00	65,00	65,00
Arabie Saoudite	Sievert Arabia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Arabie Saoudite	BV sa - Arabie Saoudite	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	BV Argentine	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	Inspectorate de Argentina SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	ACME Analytical Lab. (Argentina) S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Australia Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas HSE	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Asset Integrity & Reliability Services Australia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Risk & Safety Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Asset Integrity & Reliability Services	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas International Trade Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	CCI Holdings	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Minerals Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Amdel Holdings	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Ultra Trace	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Inspectorate Australia Holdings Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Leonora Laverton Assay Laboratories Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Autriche	Bureau Veritas Certification Austria (ex Zertifizierung Bau)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Azerbaïdjan	BV Azeri	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Azerbaïdjan	Inspectorate International Azeri LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bahamas	Inspectorate Bahamas Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bahreïn	Inspectorate International (Bahrain) Ltd WLL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bahreïn	BV sa – Bahreïn	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	BIVAC Bangladesh	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	BVCPS Bangladesh	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	BV Bangladesh Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	BV CPS Chittagong Ltd	F	99,80	99,80	99,80	99,80
Belarus	BV Belarus Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	BV Certification Belgium	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	AIBV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	BV Marine Belgium & Luxembourg	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Inspectorate Ghent NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Inspectorate Gordinne General International Surveyors NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Inspectorate Antwerp NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Unicar Benelux SPRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Euroclass N.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	BV sa - Belgique	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Bénin	BIVAC Bénin	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bénin	BV Bénin	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bénin	Société d'exploitation du guichet unique du Bénin (SEGUB)	F	51,00	46,00	51,00	46,00
Birmanie	Myanmar BV Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bolivia	BV Fiscalizadora Boliviana SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bosnie	BV Sarajevo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bosnie	Inspectorate Balkan DOO	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	BV do Brasil	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	BVQI do Brasil	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Tecnitas do Brasil	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Autoreg	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Autovis	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Loss Control do Brasil S/C Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Inspectorate do Brasil Inspeções Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	ACME Analytical Laboratorios LTDA.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brunei	BV sa - Brunei	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Bulgarie	BV Varna	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bulgarie	Inspectorate Bulgaria EOOD	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Burkina Faso	Bureau Veritas Burkina S.A.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Cambodge	Bureau Veritas (Cambodia) Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Cameroun	BV Douala	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	BV Canada	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	BV Certification Canada	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	BV I&F Canada	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	BV Ontario	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	RM Inspect Canada Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Chas Martin Canada Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	0832484 BC Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	ACME Analytical Laboratories Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	ACME Analytical (Labs.) Vancouver Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	T H Hill Canada Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	OTI Canada Group	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Canada	Maxxam Analytics International Corp	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Henderson & Associates Petroleum Consultants Ltd	F	100,00	100,00		
Chili	BV Chile	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	BVQI Chile	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	BV Chile Capacitacion Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	ECA Control y Asesoramiento (ex ECA Chile)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Cesmec Chile	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Geoanalitica	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Servicios de Inspeccion Inspectorate Chile Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	ACME Analytical Laboratories S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Andes Control SA	F	100,00	100,00		
Chili	Panamerica de leasing	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Hong Kong	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Consulting Shanghai	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BVCPS Shanghai (ex MTL Shanghai)	F	85,00	85,00	85,00	85,00
Chine	LCIE China	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Certification Hong Kong	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Certification China (ex Falide International Quality Assessment)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BIVAC Shanghai	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV HK Ltd (009) branch Marine (338)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BVCPS HK (mainly Taiwan branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Tecnitas far East	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Guangzhou BVCPS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Bosun -Safety Technology	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Safety Technology Holding	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Shenzhen	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Chine	NDT Technology Holding	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV-Fairweather Inspection & Consultants	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Marine China	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	ADT Shanghai	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	NS Technology	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Quality Services Shanghai	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Inspectorate (Shanghai) Ltd	F	85,00	85,00	85,00	85,00
Chine	BVCPS Jiangsu Co (JV)	F	60,00	51,00	60,00	51,00
Chine	Beijing Huaxia Supervision Co	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Chine	Shanghai Davis Testing Technology Co. Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Aces Champion Group Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Zhejiang CPS Shenyue Co Ltd	F	51,00	51,00		
Colombie	BV Colombia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	BVQI Colombia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	ECA Colombie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	Inspectorate Colombia Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	ACME Analytical Lab. Colombia S.A.S.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	T H Hill Colombia, branch	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	Tecnicontrol SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Congo	BV Congo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Congo	BIVAC Congo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	BV Certification Korea (ex BVQI Korea)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	BV KOTITI Korea Ltd	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Corée	BVCPS ADT Korea Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	7 Layers Korea Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	BV sa - Corée	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Costa Rica	Inspectorate Costa Rica SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Côte d'Ivoire	BV Côte d'Ivoire	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Côte d'Ivoire	BIVAC Scan CI	F	61,99	61,99	61,99	61,99
Côte d'Ivoire	BIVAC Côte d'Ivoire	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Côte d'Ivoire	Bureau Veritas Mineral Laboratories	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Croatie	BV Croatia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Croatie	Inspectorate Croatia Ltd Doo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Cuba	BV sa - Cuba	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Danemark	BV HSE Denmark	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Danemark	BV sa - Danemark	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Egypte	BV Egypt	F	90,00	90,00	90,00	90,00
Egypte	Watson Gray (Egypt) limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Egypte	BV sa - Egypte	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Emirats Arabes	Inspectorate International Ltd (Dubai branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Emirats Arabes	Sievert Emirates Inspection LLC	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Emirats Arabes	Quality Veritas DMCC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Emirats Arabes	BV sa - Abu Dhabi	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Emirats Arabes	BV sa – Dubai	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Equateur	BIVAC Ecuador	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Equateur	BV Ecuador	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Equateur	Inspectorate del Ecuador SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Equateur	Andes Control Ecuador SA	F	100,00	100,00		
Espagne	BV Iberia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	BV Inversiones SA (ex Inversiones Y Patrimonios De ECA Global, S.A.)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	ECA Global'S Investments,Heritage And Assets,S.L.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	ECA Entidad Colaborada De La Administración, S.A.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	BV Formacion (ex ECA Instituto De Tecnología Y Formación, S.A.)	F	95,00	95,00	95,00	95,00
Espagne	Activa, Innovación Y Servicios, S.A.U.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Instituto De La Calidad, S.A.U.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Inspectorate Andalucía SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Inspectorate Española, S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Unicar Spain Servicios de Control S.L.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Estonie	BV Estonia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Estonie	Inspectorate Estonia AS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	BVHI – USA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	BV Marine Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	BV Certification North America	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	BVCPS Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	BIVAC North America	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	US Laboratories Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Bureau Veritas North America	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	One Cis Insurance	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Curtis Strauss	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	NEIS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Inspectorate Pledgeco Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Inspectorate Holdco Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Inspectorate America Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Chas Martin Montreal Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Inspectorate US Holdings 1 LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Inspectorate US Holdings 2 LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	ACME Analytical Laboratories USA,Inc.k.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	T H Hill Colombia Llc	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Etats Unis	T H Hill Associates Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Loma International Corp	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Unicar USA Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	7 Layers US	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	612699 Delaware Inc	F	100,00	100,00		
Etats Unis	Quiktrak Inc	F	100,00	100,00		
Etats Unis	DTI Diversitech	F	100,00	100,00		
Finlande	Unicar Finland OY	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Finlande	BV sa – Finlande	S	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BVCPS France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BIVAC International	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV Certification France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV Certification Holding	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	CEP Industrie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV International	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Sedhyca	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Tecnitas	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	LCIE France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	ECS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	SOD.I.A	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Coreste	F	99,60	99,60	99,60	99,60
France	Ecalis	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Laboratoires	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	CODDE	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Logistique (ex BV Opérations France)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Infrastructures (ex Payma Cotas France)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	SAS Halec	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Inspectorate SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Guichet Unique Commerce Extérieur & Logistique – GUCEL SAS	F	90,00	90,00	90,00	90,00
France	BIVAC MALI	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Arcalia France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Océanic Developpement SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Medi-Qual	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	AMCR	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	ACR Méditerranée	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	ACR Atlantique	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Unicar France SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Unicar Group SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding 1	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding 2	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Holding 3	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	GIE CEPI CTE ASCOT	F	55,00	55,00	55,00	55,00
France	BV sa – France	S	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV sa Mayotte	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Fujairah	Inspectorate International Ltd (Fujairah branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Gabon	BV Gabon	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Georgie	Inspectorate Georgia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ghana	BIVAC Ghana	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ghana	BV Ghana	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ghana	Inspectorate Ghana Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Grèce	BV Certification Hellas	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Grèce	BV sa - Grèce	S	100,00	100,00	100,00	100,00

Guatemala	BVCPS Guatemala	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée	BIVAC Guinée	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée	BV Guinée	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée Equatoriale	BV Guinée Equatoriale	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Guyana	ACME Analytical (Lab.) Guyana Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Hongrie	BV Hongrie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ile Maurice	BV sa - Ile Maurice	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	BVIS – India	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	BVCPS India Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Bureau Veritas India	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	BV Certification India	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Inspectorate Griffith India Pvt Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Civil Aid	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Bhagavathi Ana Labs Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Sievert India Pvt Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	BV sa – Inde	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Indonésie	BV Indonésie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Indonésie	BVCPS Indonésie	F	85,00	85,00	85,00	85,00
Indonésie	Inspectorate PT IOL Indonesia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Iran	Inspectorate Iran (Qeshm) Ltd	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Iran	BV sa - Iran	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Iraq	BV Iraq	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Irlande	BV Ireland Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Irlande	BV sa - Irlande	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Islande	Bureau Veritas Iceland	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	BV Italia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	BV Italia Holding spa (ex BVQI Italie)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Nexta	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Inspectorate Italy srl	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	BV Japan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Bureau Veritas Human Tech	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Inspectorate (Singapore) Pte. Ltd., Japan Branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Japan Certification Services	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	7 Layers Japan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Kanagawa Building Inspection	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Jyutaku I&I Services	F	100,00	100,00		
Jordanie	BV BIVAC Jordan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kazakhstan	BV Kazakhstan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kazakhstan	BVI Ltd Kazakhstan	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Kazakhstan	BV Kazakhstan Industrial Services LLP	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Kazakhstan	Kazinspectorate Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kazakhstan	BV Marine Kazakhstan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kenya	BV Kenya	F	99,90	99,90	99,90	99,90
Koweit	Inspectorate International Limited Kuwait	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Koweit	BV sa – Koweit	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Lettonie	Bureau Veritas Latvia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Lettonie	Inspectorate Latvia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liban	BV Lebanon	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liban	BIVAC Branch Lebanon	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Liberia	BIVAC Liberia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liberia	BV Liberia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Lituanie	BV Lithuania	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Lituanie	Inspectorate Klaipeda UAB	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Luxembourg	Soprefira	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Luxembourg	BV Luxembourg	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	BV Malaysia	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Malaisie	BV Certification Malaysia (ex BVQI Malaysia)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	BV Inspection	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	Inspectorate Malaysia SDN BHD	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Malaisie	Scientige Sdn Bhd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mali	BV Mali	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malte	Inspectorate Malta Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malte	BV sa – Malte	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc	BV Maroc (ex BV Certification Maroc)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc	BV sa – Maroc	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Mauritanie	BV sa - Mauritanie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	BVQI Mexique	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	BV Mexicana	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	BVCPS Mexico	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Inspectorate de Mexico SA de CV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Chas Martin Mexico City Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	TC Engineering & consulting sa de cv	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Unicar Automotive Inspection Mexico	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Monaco	BV Monaco	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mongolie	Bureau Veritas Inspection & Testing Mongolia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mozambique	Bureau Veritas Controle	F	63,00	63,00	90,00	90,00
Mozambique	BV Mozambique Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mozambique	TETE Lab	F	66,66	66,66	66,66	66,66
Mozambique	BV sa – Mozambique	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Namibie	Bureau Veritas Namibie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Nicaragua	NI01b Inspectorate America Corp. - Nicaragua	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Nigéria	BV Nigeria	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Nigéria	Inspectorate Marine Services (Nigeria) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Norvège	BV Norway (ex Chemtox -Norge AS)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Norvège	Inspectorate Norway	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Nouvelle Calédonie	BV sa - Nouvelle Calédonie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Nouvelle Zélande	BV Nouvelle Zélande	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Oman	Inspectorate International Limited Oman	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Oman	Sievert Technical Inspection LLC	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Oman	Bureau Veritas Middle East Co. LLC	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Oman	BV sa - Oman	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Ouganda	BV Ouganda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pakistan	BV Pakistan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pakistan	BVCPS Pakistan	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Panama	BV Panama	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Panama	Inspectorate de Panama SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Papouasie Nouvelle Guinée	Succursale de BV Asset Integrity and Reliability Services Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Paraguay	BIVAC Paraguay	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Paraguay	Inspectorate de Paraguay S.R.L.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	BIVAC BV (ex BIVAC Rotterdam)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	BV Inspection & Certification the Netherlands BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Risk Control BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	BV Marine Netherlands	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	BV Nederland Holding	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Pays-Bas	Inspectorate Investments B.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspection Worldwide Services B.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate International B.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate IOL Investments B.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate Inpechem Inspectors B.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate Bonaire NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate Curaçao NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate Curaçao NV - Aruba	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Perou	Andes Control Peru SAC	F	100,00	100,00		
Pérou	BIVAC Peru	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	BV Pérou	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	Cesmec Peru	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	Inspectorate Services Peru SAC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	ACME Analytical Lab. Peru	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	Tecnicontrol Ingenieria	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Philippines	Inspectorate International Ltd (Philippines branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Philippines	Toplis Marine Philippines	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Philippines	BV sa - Philippines	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Pologne	BV Certification Pologne	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pologne	ACME Labs Polska sp. z o. o.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Porto Rico	Inspectorate America Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	BV Certification Portugal	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Rinave Registro Int'l Naval	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Rinave Consultadorio y Servicios	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	BIVAC Iberica	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Inspectorate Portugal S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Qatar	Inspectorate International Limited Qatar WLL	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Qatar	Sievert International Inspection WLL	F	49,00	34,30	49,00	34,30
Qatar	BV sa - Qatar	S	100,00	100,00	100,00	100,00
République centrafricaine	BIVAC RCA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République démocratique du congo	BIVAC RDC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République Dominicaine	Inspectorate Dominicana S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République Dominicaine	ACME Analytical Laboratories (R.D.) S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République Tchèque	BV Czech Republic	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Roumanie	BV Romania CTRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Roumanie	Inspect Balkan SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV Certification Holding	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV Certification LTD – UK	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV UK Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV Inspection UK	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Weeks Technical Services	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Pavement Technologies Limited	F	75,00	75,00	75,00	75,00
Royaume Uni	Bureau Veritas Consumer Products Services UK Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Tenpleth UK	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Casella consulting ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV HS&E	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV B&I Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV UK Holding Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Inspectorate Holdings Plc	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Royaume Uni	Inspectorate International Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Inspectorate (International Holdings) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Daniel C Griffith Holdings Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV sa – Royaume Uni	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	BV Russia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	Bureau Veritas Certification Russia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	Inspectorate Russia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	Unicar Russia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Rwanda	BV Rwanda Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Sainte Croix	Inspectorate America Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Sénégal	BV Sénégal	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Serbie	Bureau Veritas D.O.O.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	BVCPS Singapour	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Tecnitas	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Bureau Veritas Singapore Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	BV Marine Singapore	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Atomic Technologies Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Inspectorate (Singapore) PTE Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Sievert Veritas Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	CKM Consultants Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	7 Layers Asia Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	BV sa – Singapour	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Slovaquie	BV Certification Slovakia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Slovénie	Bureau Veritas D.O.O.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Slovénie	BV sa - Slovénie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Soudan	Inspectorate International Ltd Sudan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Sri Lanka	BVCPS Lanka	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Sri Lanka	BV Lanka ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suède	BV Certification Sverige	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suède	LW Cargo Survey AB	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suède	BV sa - Suède	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Suisse	BV Switzerland	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suisse	BV Certification Switzerland	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suisse	Inspectorate Suisse SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Syrie	BIVAC Branch Syrie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Tahiti	BV sa - Tahiti	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Taiwan	7 Layers Taiwan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taiwan	MTL TAIWAN Branch of BV CPS HKG	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taiwan	BV Certification Taiwan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taiwan	BV Taiwan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taiwan	Advance Data Technology	F	99,10	99,10	99,10	99,10
Taiwan	BVCPS HK, Taoyuan Branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taiwan	Inspectorate (Singapore) Pte. Ltd., Taiwan Branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taiwan	BV sa - Taiwan	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Tanzanie	BV Tanzania	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tchad	BV Tchad	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tchad	BIVAC Tchad	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tchad	Société d'Inspection et d'Analyse du Tchad (SIAT)	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Thailande	BV Thailand	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Thailande	BVCPS Thailand	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Thailande	BV Certification Thailand	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Thailande	Inspectorate (Thailand) Co Ltd	F	75,00	75,00	75,00	75,00
Thailande	Sievert Thailand	F	100,00	100,00		

Togo	BV Togo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Togo	SEGUCE Togo	F	100,00	100,00	0,00	0,00
Trinité et Tobago	Inspectorate America Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tunisie	STCV - Tunisia	F	49,90	49,90	49,90	49,90
Tunisie	Inspectorate Tunisia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tunisie	BV sa - Tunisie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Tunisie	BV sa -MST- Tunisie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Turkmenistan	Inspectorate Suisse SA Turkmenistan branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	BV Goztem Hizmetleri	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	BVCPS Turkey	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	Inspectorate Uluslararası Goztem Servisleri A.S	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Turquie	BV Deniz Ve Gemi Sınıf	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	ACME Analitik Lab. Hizmetleri Ltd. Sirk.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ukraine	BV Ukraine	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ukraine	BV Certification Ukraine	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ukraine	Inspectorate Ukraine LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Uruguay	Inspectorate Uruguay Srl	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Venezuela	BVQI Venezuela	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Venezuela	BV Venezuela	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Venezuela	Inspectorate de Venezuela SCS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	BV Vietnam	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	BV Certification Vietnam (ex BVQI Vietnam)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	BV Consumer Product Services Vietnam Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	Inspectorate Vietnam Co. LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Yemen	Inspectorate International Limited Yemen	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Les entités mentionnées ci-dessus sont toutes consolidées selon la méthode de l'intégration globale car elles sont toutes contrôlées par Bureau Veritas. Le Groupe dispose de la majorité des droits dans les organes de direction ou dirige les politiques financière et opérationnelle de ces sociétés.

Sociétés consolidées par mise en équivalence

Pays	Entreprises	Type	juin-14		2013	
			% de contrôle 2014	% d'intérêts 2014	% de contrôle 2013	% d'intérêts 2013
Chine	7 Layers Ritt China	F	50,00	50,00	50,00	50,00
France	ATSI - France	F	49,92	49,92	49,92	49,92
Pays-Bas	C.I.B.V BV	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Royaume Uni	BV EM & I Limited	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Royaume Uni	Unicar GB Ltd.	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Royaume Uni	UCM Global Ltd.	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Russie	BV Safety Limited Liability Company	F	49,00	49,00	-	-

2.3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2014 (PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2014)

Aux Actionnaires
BUREAU VERITAS
67 – 71, boulevard du Château
92571 Neuilly-sur-Seine Cedex

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BUREAU VERITAS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 26 août 2014

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

BM&A

Christine Bouvry

Eric Seyvos

3. DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé figurant au Chapitre 2 – Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2014 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au Chapitre 1 – Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2014 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes consolidés au 30 juin 2014, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2014.

Neuilly-sur-Seine, le 27 août 2014

Didier Michaud-Daniel
Directeur Général de Bureau Veritas



Move Forward with Confidence

67/71, boulevard du Château – 92200 Neuilly-sur-Seine – France
Tél. : +33 (0)1 55 24 70 00 – Fax : +33 (0)1 55 24 70 01 – www.bureauveritas.fr